



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

1

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 23 septembre 2020

Le vingt-trois septembre deux mille vingt à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 16 septembre 2020, s'est réuni Salle du Conseil municipal — Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Étaient présents :

MM. et Mmes PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, THIAM Moustapha, CHIRRANE El arbi, OMRANE Alain, BOLLE Kristian, CHALBI Yacine, BOURVEN Julien, GARROUT Karim, JUHEL Françoise, GUILLAUME Didier, ESSONNE MENGUE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

Étaient représentés :

Mme BRULANT Marina	mandat à Mme FRANCISOT Amandine
Mme GAULIER Danièle	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme SASU Hancès	mandat à M. COELHO Vasco
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à M. FONDENEIGE Matthias
Mme LORES Monique	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
Mme DE CHANTERAC Isabelle	mandat à Mme LAJILI Yamina
M. BANCE Stéphane	mandat à M. PANETTA Tonino
Mme FADLI Hafida	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme BEZACE Mathilde	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. MARQUES Henrique
Mme OZCAN Canan	mandat à M. THIAM Moustapha
M. DESROCHES Damien	mandat à M. BOURVEN Julien
Mme MARTIN Mélisande	mandat à M. HABI Hacène
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme FONTAINE Sabrina
Mme DESPRÈS Catherine	mandat à M. ESSONNE MENGUE Terence
M. AOUMMIS Hassan	mandat à Mme BENKAHLA Malika

Était absent : LUC Nadine (*mandat non reçu au moment de la séance*)

Secrétaire de séance : Madame Amandine FRANCISOT

Sommaire

• Désignation du secrétaire de séance.....	5
• Appel	5
• Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 16 juillet 2020	5
FONCTIONNEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL	8
1. Approbation d'un nouveau règlement intérieur du Conseil municipal	8
2. Création des commissions municipales.....	20
3. Désignation des délégué. e. s dans les commissions municipales.....	21
DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉ.E.S DE LA COMMUNE DANS DIFFÉRENTS ORGANISMES.	21
4. Désignation des délégué. e. s pour La Mission Locale Orly-Choisy-le-Roi-Villeneuve-le-Roi-Ablon (MLOCVA).....	22
5. Désignation des délégué. e. s pour Le Centre Local d'Information et de Communication (CLIC).....	22
6. Désignation des délégué. e. s pour l'ensemble immobilier du Général Leclerc/Ledru Rollin (l'AFUL).....	22
7. Désignation des délégué. e. s pour les commissions départementales d'aménagement commercial	23
8. Désignation des délégué. e. s pour le comité départemental du tourisme « Val-de-Marne Tourisme et loisirs »	23
9. Désignation des délégué. e. s pour l'association Vacances Voyages Loisirs (VVL)	23
10. Désignation des délégué. e. s pour l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU)	23
11. Désignation des délégué. e. s pour les différentes assemblées générales de copropriétés appartenant à la commune.	23
12. Désignation des représentant. e. s du Conseil municipal au sein des conseils d'écoles maternelles, primaires, des conseils d'administration des collèges et écoles privées sous contrat d'association avec l'État	24
13. Désignation des commissaires titulaires et suppléant. e. s à la Commission Communale des Impôts Directs (CCID)	24
RESSOURCES HUMAINES	25
14. Frais de formation des élu-e-s.....	25
15. Frais de mission des élu-e-s	26
16. Indemnités de fonction des élu-e-s.....	26
17. Modification du tableau des effectifs : création de postes - Service Urbanisme.	32
18. Modification du tableau des effectifs : création de postes - Service Développement numérique et des réseaux.....	32
19. Modification du tableau des effectifs : création de poste-Service Communication	34
20. Modification du tableau des effectifs : création de poste - Directeur(trice) Général(e) des Services Techniques	34

21. Modification du tableau des effectifs : création de poste - Directeur(trice) du projet de Police Municipale	35
ENFANCE	40
22. Fixation des tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2021	40
RELATIONS PUBLIQUES – VIE INTERNATIONALE	41
23. Approbation de la convention, de l'annexe et du règlement intérieur de mise à disposition de la salle verte de l'école élémentaire Marcel Cachin	41
24. Approbation d'une subvention exceptionnelle accordée à Cités Unies France (CUF) au profit du Liban suite aux explosions ayant touché Beyrouth le 4 août 2020	41
BATIMENT	42
25. Présentation du rapport d'activité du Syndicat intercommunal de chauffage urbain de Choisy-Vitry (SICUCV)	42
URBANISME	43
26. Avis à l'approbation du compte rendu annuel de la SADEV94 à la collectivité locale (CRACL) de la ZAC du Port pour l'année 2019	43
27. Avis à l'approbation du compte rendu annuel de la SADEV94 à la collectivité locale (CRACL) de la ZAC des Hautes Bornes pour l'année 2019.	44
DEVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETE	44
28. Avenant à la convention locale cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dans les quartiers prioritaires politique de la ville couverts par le contrat de ville Seine-amont.....	44
SPORTS	45
29. Avenant à la convention passée avec l'association TCM 91-CMOM team Cycliste pour l'organisation du Critérium cycliste du 21 septembre 2020.....	45
DEVELOPPEMENT DURABLE – MOBILITES.....	47
30. Approbation de l'avenant n° 11 avec la RATP pour la convention d'exploitation du service urbain « Choisy bus »	47
ADMINISTRATION GENERALE	47
31. Modification des désignations d'adjoints de quartier	47
32. Modalités d'attribution des véhicules de fonction et de service — règlement d'utilisation des véhicules.....	48
33. Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.....	49
QUESTIONS DIVERSES	49

La séance est ouverte à 19 h 30 sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Bonsoir, mes chers collègues. Nous sommes en Conseil municipal restreint et à huis clos, avec quelques personnes qui peuvent assister à ce Conseil sur écran. Il est également filmé pour les Choisyens et les Choisyennes.

Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance de ce Conseil municipal.

- **Désignation du secrétaire de séance**

M. le Maire : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, vous avez à désigner un ou une secrétaire de séance. Habituellement, c'est la personne la plus jeune. En raison du nombre restreint, cette personne ne peut être là ce soir. Je propose donc Madame Amandine Francisot comme secrétaire de séance.

(Mme Amandine Francisot est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

- **Appel**

M. le Maire : Je donne la parole à Madame Leclère, Directrice générale des services pour procéder à l'appel nominal.

(Madame Anne-Sophie Leclère procède à l'appel.)

- **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 16 juillet 2020**

M. le Maire : Merci, Madame Leclère. Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 16 juillet 2020 avec la convocation pour celle-ci. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Oui, Madame Lemoine, je vous écoute.

Mme Lemoine : Les citoyens m'ont fait remarquer que les listes des membres désignés dans les conseils d'administration et les commissions n'étaient pas communiquées oralement lors du dernier Conseil municipal. Elles ne sont également pas jointes au procès-verbal. Est-il possible de les joindre ?

M. le Maire : Les commissions seront délibérées ce soir.

Mme Lemoine : Pas celles-ci, celle du précédent, avec le CCAS, les divers Conseils d'administration. La liste des membres n'a pas été communiquée au procès-verbal.

M. le Maire : En ce qui concerne le CCAS, nous avons délibéré après le 16 juillet, pour la vice-présidente, donc c'est normal que cela n'y soit pas.

Mme Lemoine : Je demande juste que les listes soient jointes au procès-verbal, cela paraît logique, puisque cela n'a pas été communiqué oralement lors du Conseil municipal. Les listes étaient d'ailleurs sur la table, comme aujourd'hui.

M. le Maire : D'accord, je ne comprenais pas ce que vous vouliez dire. Oui, cela sera fait.

Donc, y a-t-il des voix contre l'adoption du procès-verbal ? Non. Y a-t-il des abstentions ? Oui, une abstention. Le procès-verbal est donc adopté avec une abstention.

Le procès-verbal du 16 juillet 2020 est adopté à la majorité (une abstention).

M. le Maire : Concernant l'ordre du jour que vous avez reçu, y a-t-il des observations ? Monsieur Didier Guillaume ?

M. Guillaume : Monsieur le Maire, vous n'êtes pas censé oublier le règlement intérieur en vigueur. Nous en sommes au deuxième Conseil municipal en séance ordinaire. Je ne compte pas le premier qui était un Conseil municipal d'installation. Or, dans ce règlement intérieur, il est mentionné, à l'article 3, que le maire fixe l'ordre du jour après avis de deux instances : celle du Bureau municipal et celle de la Conférence des présidents.

Il me semble qu'ici, à Choisy, nous avons une histoire et un comportement démocrate. Ce comportement est basé sur l'échange entre la majorité et l'opposition lorsque des choix importants d'organisation sont à faire, notamment concernant l'organisation du Conseil municipal dans des conditions particulières. Vous êtes bien placés pour le savoir, puisqu'à plusieurs reprises, nous avons vécu les choses de cette façon. Nous prenons acte que nous avons été mis devant le fait accompli. Nous sommes donc dans une démarche de rupture de ces traditions. Vous allez nous répondre qu'un mail nous a été envoyé. Effectivement, un mail nous a été envoyé de la part de votre directeur de cabinet, que je viens de découvrir et rencontrer. Ce mail annonçait une répartition assez aléatoire de 60 % des membres du Conseil. Cette répartition ne s'appuie sur aucun texte, mais uniquement sur la capacité de réunion de cette salle. Or, il aurait été bien d'anticiper afin que le Conseil puisse avoir lieu dans des conditions ordinaires, c'est-à-dire au complet, et avec tous les membres du Conseil. Ceci implique donc de se réunir dans un autre lieu, comme cela se fait déjà dans d'autres collectivités locales ou territoriales. Je mets cela sur le coup de l'émotion, de la fébrilité ou de la non-maîtrise, peut-être, du règlement, ou sur une erreur d'appréciation.

En tant que démocrates, nous avons donc pris nos responsabilités et nous n'avons pas souhaité mettre en difficulté la séance de ce soir. Nous sommes là, car nous n'avons pas voulu rendre impossible la tenue de ce Conseil. Cependant, je reviendrai dans mes propos tout à l'heure, concernant la Conférence des présidents.

M. le Maire : Monsieur Didier Guillaume, puisque vous parlez de règlement, et que vous vous faites fort de ne pas le méconnaître, je vous rappelle que les groupes doivent se manifester auprès du maire. À ce jour, je n'ai reçu aucune demande de constitution de groupe. Nous avons donc procédé démocratiquement à la tenue de ce Conseil. Nous avons tenu à le faire dans la salle du Conseil municipal en respectant, comme cela nous est demandé, les normes COVID. Ce choix a été fait pour ne pas alourdir la tâche des agents et de nos services déjà très sollicités. Cela ne remet nullement en cause, ni la démocratie, ni l'efficacité du Conseil, ni notre propre efficacité.

Je puis vous rassurer, il n'y a aucune fébrilité de notre part, nous sommes parfaitement sereins. J'aimerais simplement, par contre, rappeler la fébrilité d'il y a 6 ans lorsque vous avez pris vos fonctions. Je ne me suis pas permis, ce jour-là, de faire des remarques un peu à côté du sujet, tellement peu importantes par rapport au contexte que nous vivons et des décisions que nous devons prendre. Si vous voulez polémiquer, je vous laisse la parole, vous pouvez en rajouter. Je vous le rappelle, nous n'avons pas eu de demandes de groupe.

M. Guillaume : Monsieur Panetta, je crois que vous n'avez pas bien entendu mes propos. L'argument que vous développez, je ne sais pas qui vous l'a soufflé à l'oreille, est assez limité. Pourquoi ? Parce que nous avons eu depuis le début du mandat, deux Choisy Infos. Dans ces Choisy Infos, il était question des représentants politiques ou des représentants de groupe. Comme vous le savez, vous avez les téléphones des uns et des autres. Ma remarque porte uniquement sur le fait que vous auriez pu très bien nous appeler et faire en sorte qu'une réunion puisse se tenir, malgré le contexte spécifique. Je vous fais simplement un rappel au règlement.

M. le Maire : Je vous le répète, nous n'avons pas contredit le règlement, chacun a sa propre interprétation. Comme vous le verrez ce soir, vous aurez l'occasion de constituer des groupes. Je

vous rappelle le nombre de fois où vous avez annulé les réunions des présidents de groupe, sans raison et sans norme COVID, avec des convocations envoyées à la dernière minute. Je pense qu'il est préférable de s'arrêter là. Nous avons mieux à faire que de polémiquer là-dessus.

M. Guillaume : Je ne suis pas d'accord avec vos propos. Toutes les réunions de groupe ont eu lieu avant tous les Conseils, pendant 6 ans.

M. le Maire : Je n'ai pas dit qu'elles n'avaient pas eu lieu, cependant, il y en a qui ont été annulées. Ajoutez à cela des dates qui avaient été décidées puis avaient été souvent changées au dernier moment. Ces changements prenaient les personnes au dépourvu, ne leur laissant pas la possibilité d'assister aux présidents de groupe. Ce n'est pas pour autant que j'ai crié au manque de démocratie.

Voulez-vous que l'on aborde les questions de ce soir ou continuons-nous sur ce thème ? Je vous laisse le choix.

Mme Juhel : Je ne peux pas vous laisser dire que vous n'avez eu aucune demande de groupe. En tant que Présidente des élus socialistes, je vous ai demandé rendez-vous il y a 3 mois. Je n'ai eu ni réponse ni accusé de réception. Vous avez publié cependant deux billets du groupe socialiste dans Choisy Infos. Vous saviez donc très bien que ce groupe existait, en vertu des règlements précédents. Je m'associe à la remarque de Didier Guillaume. L'existence du groupe vous était connue, vous aviez une demande de rendez-vous de la part de ce groupe, vous n'y avez pas répondu. Je peux entendre que vous aviez d'autres préoccupations, mais le minimum, c'était un accusé de réception. En tout cas, vous ne pouvez pas dire que vous n'avez eu aucune demande d'existence de groupe.

M. le Maire : Si cela vous permet d'exister, très bien, j'en suis heureux. Madame Juhel, lorsque j'ai pris mes fonctions, grâce à la situation que vous nous avez laissée, il n'y avait pas de Directeur des Services informatiques et pratiquement plus de personnel. Cela vous fait rire Monsieur Guillaume ? Est-ce faux ce que je dis ?

M. Guillaume : Quand vous dites quasiment plus de personnel ; j'aimerais savoir...

M. le Maire : Au service informatique.

M. Guillaume : D'accord, il faut préciser. Sinon, j'aimerais savoir si vous connaissez le nombre d'équivalent temps plein en municipalité.

M. le Maire : Le reste des services n'est pas, non plus, bien pourvu et nous allons le voir.

Mme Juhel, nous avons eu beaucoup de mal à faire fonctionner notre messagerie. Je veux bien croire que vous m'avez envoyé un message il y a 3 mois. Je ne l'ai pas reçu, et le technicien peut en attester. En effet, il y a eu des effacements de messages. Ce problème a été relaté au service informatique et a mis un certain temps à être résolu. Comme l'a dit Monsieur Guillaume, vous avez mon portable, vous pouvez m'appeler.

Mme Juhel : Vous avez eu ce message sur votre mail personnel.

M. le Maire : Je vous ai rencontré à diverses reprises, vous ne m'en avez jamais fait part. De plus, j'ai laissé l'expression démocratique se faire à travers le journal, comme cela se faisait précédemment. Cependant, lorsqu'une mandature nouvelle arrive, de nouveaux groupes se constituent. C'est ce que vous aurez le temps de faire et vous aurez toutes vos prérogatives. La séance des présidents de groupe sera donc instaurée et si vous êtes présidentes de groupe, vous y serez cordialement invitée. Il n'y a pas de problème sur ce point.

Mme Lemoine : Je souhaite faire une remarque préalable à l'ordre du jour. Cela concerne la façon dont on appréhende la démocratie dans ce Conseil municipal. Vous évoquez des questions de groupe, nous allons en parler plus tard dans les points suivants. La loi fait référence à des conseillers municipaux de la majorité et de l'opposition, représentants issus du suffrage des électeurs. Il y a peut-être eu un certain nombre de difficultés d'échange de mails, mais les conditions pour candidater aux commissions sont plutôt obscures. Elles sont même fermées puisque dans les convocations et dans l'ordre du jour, il est déjà évoqué la façon dont les commissions seront réparties et représentées. Or, la loi française et le Conseil d'État évoquent plutôt une représentation proportionnelle des différentes compositions de la majorité et de l'opposition. J'aimerais donc que vous preniez en compte cet élément afin d'avoir des groupes issus d'une représentation démocratique provenant du suffrage des électeurs.

M. le Maire : Soyez tranquille Madame Lemoine, votre énorme score aux élections municipales sera pris en compte.

Mme Lemoine : Monsieur Panetta, quand on est dans la situation démocratique actuelle, avec si peu de personnes qui se déplacent pour aller voter, je ne pense pas qu'en tant que maire, vous puissiez mépriser 500 à 800 électeurs. Je vous remercie de ne pas le faire en tout cas.

M. le Maire : Je ne méprise personne. Il vous sied mal de vouloir donner des leçons de démocratie lorsque l'on sait avec qui vous avez fait votre campagne.

Mme Lemoine : C'est hors sujet, Monsieur. Je vous remercie.

M. le Maire : Maintenant, peut-on aborder l'ordre du jour ou y a-t-il encore des remarques ?

Nous allons donc aborder l'ordre du jour.

FONCTIONNEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL

1. Approbation d'un nouveau règlement intérieur du Conseil municipal

M. le Maire : Le premier point est l'approbation du nouveau règlement intérieur du Conseil municipal. Nous n'allons pas lire tout le règlement, il sera affiché et vous l'avez reçu. Y a-t-il des questions sur ce règlement intérieur ?

M. Guillaume : Ma première question porte sur la façon de travailler. Procédons-nous article par article, ou avec des remarques générales sur l'ensemble du règlement ?

M. le Maire : Cela fait 12 ans que je suis conseiller municipal. Jusqu'à présent, nous avons toujours voté un règlement sur sa globalité.

M. Guillaume : Ce n'est pas ma question. Le vote se fait, évidemment, sur la globalité du règlement. Mais la discussion se fait-elle article par article ou suivant les remarques, quels que soient les articles ?

M. le Maire : Vous pouvez aborder ce que vous souhaitez, c'est une question ouverte sur le règlement. Posez vos questions et je vous répondrai. Si des articles ne nécessitent pas de question, nous n'allons pas les passer un par un. Le règlement est public et il sera affiché. En tant que conseiller, vous avez pu l'étudier. Je vous invite donc à me poser des questions sur ce règlement.

M. Guillaume : En effet Monsieur le Maire, il y a un certain nombre de remarques et de questions qui peuvent être soumises et cela aura, en effet, une incidence sur la manière de fonctionner du Conseil municipal.

Tout d'abord, dans l'article 3, nous voyons que l'avis du Bureau municipal et de la Conférence des présidents n'est pas pris en compte directement dans la rédaction. De plus, comme dans le précédent règlement, il est indiqué que les présidents de groupes peuvent demander un ajout à l'ordre du jour. Cependant, il est mentionné que la démarche doit être faite 15 jours au préalable. Or, on ne peut pas recevoir un ordre du jour 15 jours avant, puisqu'il ne sera pas encore établi. Il y a donc une incohérence, et les présidents de groupe ne peuvent pas donner un avis sur un ordre du jour qui n'existe pas.

Il y a certainement un travail de rédaction et de reformulation à faire sur cet article.

M. le Maire : Je peux déjà vous répondre là-dessus. Lorsque vous voulez faire paraître un ajout sur l'ordre du jour, on laisse la liberté de le mettre en prévenant 15 jours avant. On sait qu'un Conseil municipal se prépare à l'avance et on ne s'aperçoit pas deux ou trois jours avant qu'il y a un point à rajouter. Si cela peut vous conforter, on peut écrire qu'un Conseiller municipal peut demander à faire figurer un point au prochain Conseil municipal et que ce point devra figurer à l'ordre du jour, après bien sûr en avoir débattu.

M. Guillaume : Débattu donc à la Conférence des présidents ?

M. le Maire : C'est cela.

M. Guillaume : Alors il faut modifier la phrase, car il n'y a plus écrit « l'avis à la Conférence des présidents » dans l'article 3.

M. le Maire : Sur ce point précis, je suis ouvert à toutes suggestions. Je relis l'article, mais, franchement, il n'y a rien de choquant, tout ce qui peut vous faire du bien, je suis pour.

M. Guillaume : Je retiens cette phrase pour le reste du Conseil.

M. le Maire : Ce que je vous propose, c'est de remplacer les 15 jours, par 5 jours. Et le règlement peut être voté en l'état, en précisant que lors de la rédaction de l'article 3, les « 15 jours » seront remplacés par « 5 jours ».

M. Guillaume : Très bien. Il y a 5 jours de convocation, mais si c'est la Conférence des présidents qui valide l'ordre du jour, cela me convient très bien. Comme c'était ordinairement.

M. le Maire : Oui, cela signifie que cela sera 5 jours avant la tenue de la Conférence des présidents. Étant donné que celle-ci se passe avant l'envoi de l'ordre du jour, cela est cohérent.

M. Guillaume : Nous poursuivons sur l'article 8 concernant les vœux.

Il était mentionné dans le règlement intérieur que les vœux devaient être inscrits à l'ordre du jour par Monsieur le Maire. Ces vœux devaient être examinés préalablement par la Conférence des présidents de groupe. Or dans le nouvel article, il y a suppression du rôle de la Conférence des présidents concernant les vœux. Pourquoi cette suppression ?

M. le Maire : Sur l'article 8, il est écrit : « le vœu devra être inscrit à l'ordre du jour par le maire qui doit recevoir la proposition par écrit, au minimum 8 jours avant la séance. Ce délai pourra être réduit en cas d'urgence liée à l'actualité, mais son examen en Conseil municipal sera soumis à un vote favorable de l'assemblée délibérante en début de séance. »

C'est ce que nous avons toujours pratiqué ? Cela signifie que si les 8 jours ne sont pas respectés, mais que le vœu est lié à un événement important, nous l'acceptons avec autorisation du Conseil municipal.

M. Guillaume : Oui, il n'y a pas de problème sur ce point. C'est la suppression d'une phrase qui pose problème. Dans l'ancien règlement, il était mentionné : « en tout état de cause, le vœu devra être soumis préalablement à la Conférence des présidents de groupe ». Pourquoi la suppression de cette phrase ? Cela pose la question du rôle de la Conférence des présidents.

M. Id Elouali : Monsieur Guillaume, je comprends que vous soyez pointilleux, mais ce qui est écrit revient exactement à l'identique de ce qui était écrit avant.

M. Guillaume : Je maintiens que l'on a supprimé, dans cet article, le rôle de la Conférence des présidents. Si l'on réintègre que les vœux seront examinés à la Conférence des présidents et qu'à ce moment-là, on se mettra d'accord sur le nombre de vœux, et lesquels seront présentés, il n'y a aucun problème sur cet article 8.

M. le Maire : On ne va pas ergoter sur ce sujet, ce n'est pas un souci. Toutes phrases que vous souhaitez ajouter sont les bienvenues. Cela ne dénature rien, cela n'apporte rien et cela ne change pas l'esprit. Si cela vous permet d'être heureux !

Reformulons la phrase à rajouter : « la décision quant aux nombres de vœux et l'acceptation des vœux sera débattue en réunion des présidents de groupe. »

M. Guillaume : Sauf en cas d'urgence, bien évidemment.

M. le Maire : C'est bien pour cela que je disais que la suite reste identique.

M. Guillaume : Une autre remarque sur l'article 16 dans lequel une phrase a été rajoutée. J'ai bien peur qu'elle ait des incidences importantes sur la tenue de nos Conseils municipaux, notamment sur la durée de ces derniers.

Il a été rajouté : « chaque dossier soumis à délibération fera l'objet d'une présentation. » Je vous rappelle que le rôle des commissions est de débattre au préalable des dossiers pour éviter qu'il y ait une présentation de chaque dossier dans cette instance. Dans le cas contraire, cela signifie que les Conseils municipaux finiront entre 3 et 4 heures du matin. Vous avez vécu par le passé des Conseils municipaux qui s'éternisent. Si c'est votre choix, il n'y a pas de problème, mais nous serons attentifs à ce que chaque délibération soit présentée à ce moment-là.

M. le Maire : Je vais vous expliquer ce qui a amené cette phrase, qui n'est pas gravé dans le marbre. Il y a un adjectif important, c'est l'adjectif « sommaire ». Lorsqu'il y a du public dans la salle, c'est-à-dire les Choisyens et les Choisyennes, ce public n'a pas assisté aux commissions et n'a pas sous les yeux les documents que nous avons. Il est donc normal qu'il sache de quoi nous délibérons, avec au moins une présentation sommaire.

Cependant, tout n'est pas figé. Je vous proposerai, par exemple tout à l'heure, de voter en bloc lorsqu'il s'agit de délibérations pour les commissions qui sont sur table. Il n'y a pas besoin que ce soit long. Mais il me semblait important que pour chaque délibération, il y ait au moins quelques phrases qui présentent la situation.

Puisque vous parlez des commissions, j'ajoute qu'elles ne sont pas là pour voter. Elles servent à délibérer, amender, construire ensemble un projet. Ceci n'a jamais été fait avant, car vous vouliez que l'on prenne une décision en commission. Pourtant, il est normal pour les personnes participant à la commission de pouvoir se référer à son groupe avant de prendre une décision. Il n'est donc

pas possible que ce soit les commissions qui déterminent les votes, même si cela facilite le travail du conseiller.

Cela peut être possible uniquement dans des cas particuliers et extrêmement simples qui ne nécessitent pas de discussion. Dans ce cas, nous sommes tous là pour gagner du temps, à condition que le public sache pourquoi, et le comprenne.

Voilà pourquoi cette phrase a été écrite. Par contre, nous allons la maintenir.

M. Id Elouali : Monsieur Guillaume, je veux bien que vous soyez rigoureux dans vos observations, mais vous avez une lecture sélective de ce règlement. Il est d'abord inscrit « résumé sommaire ». C'est une tautologie pour appuyer et insister sur le fait que c'est une présentation très sommaire.

Je rajoute : « pour les délibérations examinées au préalable en commission et ne demandant pas de débat particulier, le maire donne la parole aux rapporteurs des commissions, ceci afin d'alléger la séance du Conseil municipal. À la fin de chaque exposé, les rapporteurs des commissions rappellent l'avis de la commission ». C'est explicite, factuel, et je vous prie de m'excuser, mais cela témoigne de votre mauvaise foi sur ce point.

M. Guillaume : Pas du tout, c'était déjà dans l'ancien règlement.

M. Id Elouali : Parfait, alors quel est le problème ?

M. Guillaume : Le problème est sur le terme « chaque ».

M. Id Elouali : C'est marqué « résumé sommaire ».

M. Guillaume : Très bien, il n'y a pas de souci. Dont acte, on se rappellera de l'article 16.

M. Id Elouali : S'il n'y a pas de souci, avançons. Parce que vous vous donnez en spectacle, ce n'est pas à l'honneur de la démocratie.

M. Guillaume : Je vous rappelle que lorsque vous étiez délégué au SIPPEREC, je me demande dans quelles difficultés vous auriez été si vous aviez dû présenter chaque délibération comme l'indique cet article 16.

Très bien, nous en prenons acte, tout va bien.

M. le Maire : Nous aurons à parler du SIPPEREC, mais nous en parlerons sommairement.

M. Guillaume : Monsieur Id Elouali sait de quoi je parle.

M. Id Elouali : Je peux également vous rappeler vos absences, Monsieur Guillaume.

M. Bolle-Dalliah : Excusez-moi, mais ce terme « il est con » est inadmissible dans cette salle ! Je viens de l'entendre, vous êtes à trois mètres de moi. Inadmissible !!! De la part d'un ancien Maire, c'est une insulte !!

M. Id Elouali : Je demanderai à Monsieur le Maire que ce soit inscrit dans le rapport. Cela tombe bien que les Choisyens qui vous ont sanctionnés pour la bêtise de votre politique puissent observer que cela continue.

M. le Maire : S'il vous plaît, je vais couper les micros ! C'est un terme dommageable, mais Monsieur Guillaume a décidé de se donner en spectacle, de paraître pour un battant, ce qu'il n'a

pas été pendant 6 ans pour sa population. Laissons-le faire, il ne doit pas être dans une situation facile.

Je rappelle les règles : on demande la parole, on donne la parole, on discute courtoisement, même si nous ne sommes pas d'accord. Essayons d'aller dans le sens des uns et des autres, même si cela n'est pas très important pour ne pas se battre sur un mot, une virgule, une phrase. Mais, moi, j'y suis prêt, c'est la démocratie. Je vous laisse vous exprimer librement, le temps que vous voudrez.

Je crois que Monsieur Essone Mengue a levé la main. La parole est à vous.

M. Essone Mengue : Mesdames et Messieurs, avant d'en venir au point que je souhaitais développer, je me permets une proposition. Compte tenu du débat que suscite ce soir la modification ou la révision du règlement intérieur, pourquoi ne pourrait-on pas reporter ce point en permettant aux présidents de groupe et à vous-même d'en débattre ?

D'autre part, vous avez parlé du contexte particulier dans lequel nous sommes, nous nous interrogeons sur le fait que sur le marché de Choisy-le-Roi, soient vendus des paquets de 50 masques à 5 euros.

M. le Maire : Peut-on en parler lors des questions diverses ? Même si ce n'est pas à l'ordre du jour.

M. Essone Mengue : Bien sûr, ce n'est pas à l'ordre du jour puisque ce sont les Choisyens et les Choisyennes qui nous ont fait part de cette information. J'y reviendrai tout à l'heure. Permettez-moi de terminer...

M. le Maire : Avez-vous quelque chose à dire sur le règlement ?

Vous avez été sur un sujet qui n'est pas à l'ordre du jour. J'explique pour les Choisyens et les Choisyennes : lorsqu'un ordre du jour est établi, nous nous en tenons à l'ordre du jour. Il est possible, à la fin, lors des questions diverses, d'aborder plusieurs autres sujets, avec mon accord. Ce que je ferai toujours à moins que les sujets portent sur des choses anormales.

Donc si vous voulez reprendre la parole pour parler du règlement intérieur, vous l'avez.

M. Essone Mengue : Juste une remarque sur ce que vous venez de dire, je connais très bien le fonctionnement, je l'ai lu. De plus, je suis également dans beaucoup de structures qui organisent des réunions similaires.

Concernant le règlement, je souhaite intervenir sur l'article 35. Je le résume : vous nous interdisez de recevoir et d'organiser les rendez-vous. Qu'est-ce que cela signifie ? Voulez-vous nous museler davantage ? Est-ce que c'est une volonté de votre part de phagocyter totalement l'opposition ? Je sais qu'au sein de votre majorité, il y a diverses sensibilités. Est-ce que ce sera la même chose pour tout le monde ?

M. le Maire : Où avez-vous vu écrit que je vous muselais ?

M. Essone Mengue : sur les locaux, dans l'article 35. Nous lisons entre les lignes.

M. le Maire : Dites-moi ce que vous lisez entre les lignes, je ne comprends pas.

M. Essone Mengue : Je veux parler de l'absence de tenue de permanence.

M. le Maire : Je lis : « le local mis à disposition ne serait en aucun cas être destiné à une permanence ou accueillir des réunions publiques. » Oui, on ne peut pas accueillir des réunions publiques dans un local. C'était déjà le cas avant.

M. Essone Mengue : Je ne parle pas de réunions publiques, je parle de permanence.

M. Id Elouali : Lorsque je relis l'article, on est dans la continuité de ce qui était écrit avant.

M. Guillaume : Faux. Ce qui était mentionné était : « les groupes politiques n'appartenant pas à la majorité municipale et qui en font la demande peuvent bénéficier sans frais d'un local communal. » Cela s'arrêtait là, et il y a eu un rajout, qui à mon avis est illégal. Je suis d'accord avec vous sur le fait de ne pas tenir de réunions publiques dans un local mis à disposition pour les élus de l'opposition. Mais la question des permanences me paraît illégale et ne doit pas être mentionnée dans un règlement intérieur.

M. le Maire : Je vois bien où vous voulez en venir, vous faites des procès d'intentions en permanence. On voit Monsieur qui monte sur ses grands chevaux, comme quoi nous voudrions le museler, il n'en est nullement question.

Moi, je vous propose quelque chose de simple, nous allons mettre in extenso ce qu'il y avait avant. Est-ce que cela vous convient ?

M. Essone Mengue : Cela me convient, merci.

Mme Benkahla : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, bonjour. Je voulais intervenir sur l'article 35 concernant la constitution des groupes.

Vous avez dit en préambule que vous étiez soucieux de la liberté d'expression face aux remarques des uns et des autres. Or, à la lecture du règlement, nous voyons bien que les conditions pour la constitution d'un groupe se sont durcies. Par conséquent, cela réduit l'expression de la pluralité des sensibilités politiques. Il suffit simplement de regarder les deux premiers Choisy Infos dans lesquels différents groupes de l'opposition se sont exprimés. Avec ce règlement, il n'est plus possible à l'opposition de s'exprimer.

Je vais reprendre le mot de mon collègue : c'est effectivement une façon de museler l'opposition. Je souhaitais avoir un retour de votre part sur cette question, merci.

M. le Maire : Madame Benkahla, si nous devons faire les groupes en fonction de la sensibilité politique, il serait bien difficile de trouver la vôtre, vu la navigation que vous avez fait ces six dernières années.

Cependant, savez-vous de combien de membres était constitué un groupe, avant que je ne sois conseiller municipal, c'est-à-dire sous la présidence des amis de Monsieur Guillaume ? Ils étaient de quatre membres. Et savez-vous qui a accepté qu'ils soient ramenés à deux ? Moi-même. J'ai accepté cela pour le pluralisme politique. Je vous épargne ce qu'il s'est passé par la suite. Nous avons ici des extrémistes, qui ont pu faire un groupe et prendre la parole.

Par conséquent, Madame, un groupe politique sera constitué de 4 membres. Nous avons déjà frisé le ridicule avec un groupe de deux membres. Ajouté à cela le fait que, à la fin de la précédente mandature, un groupe se constituait tous les mois. Mettons un peu de sérieux dans le devoir que nous devons à nos concitoyens. Respectons un peu les règles qui nous feraient honneur.

Ne vous inquiétez pas Madame Benkahla, vous qui aimez tant vous exprimez sur divers critères, vous qui avez tant de sensibilités politiques, qui vont du vert au rouge, au violet, je vous donnerai

la parole. Je suis même prêt à augmenter la surface d'écriture de Choisy Infos. Ce n'est pas un souci.

Mais j'aimerais que l'on revienne à du sérieux. Un groupe politique doit avoir au moins quatre membres, c'est ce qui se fait dans la plupart des villes. De plus, il ne faut pas oublier la multiplication des locaux qui commence à devenir un problème.

Nous avons accepté la décision d'avoir des groupes de deux membres pour que le MODEM puisse constituer un groupe. C'est Monsieur DAVISSE qui nous avait consultés à l'époque et nous étions d'accord pour que cela soit possible.

Depuis, il s'est passé des événements qui montrent que la décision que j'avais prise était très mauvaise. Des voix extrêmes ont pu s'exprimer ici grâce à cela, et j'espère que cela ne sera plus le cas.

Mme Benkahla : Ma question est très sérieuse, vous pouvez...

M. le Maire : Ma réponse ne l'était pas ?

Mme Benkahla : Je vous ai écouté, Monsieur le Maire, sans vous interrompre, merci de faire de même. Un minimum de politesse, Monsieur. Je disais donc que ma question était très sérieuse. Vous pouvez, de votre place, vous pavaner et en rire, ce ne sont pas mes méthodes. Il s'agit de la question de la liberté d'expression, je vois que vous prenez les choses à la légère. Vos remarques sur ce qui s'est passé et qui sont infondées, je vous prierai de les garder pour vous. Merci.

M. le Maire : Madame Benkahla, je ne ris pas. C'est une affaire sérieuse et je prends mes responsabilités. Un groupe sera constitué de 4 personnes. Si cela vous gêne par rapport à vos dissensions, ce n'est pas mon problème.

Mme Juhel, vous avez la parole.

Mme Juhel : Je ne pense pas que vous me direz, Monsieur le Maire, que j'ai souvent changé de parti politique dans ma vie. Si nous avons accepté, dans la majorité antérieure, qu'il y ait des groupes de deux, nous l'avons fait pour le MODEM. Mais c'était également le cas de Monsieur ELLOUALI qui a commencé à huit, mais a fini à deux.

Il nous semble important que des opinions différentes puissent s'exprimer. Je pense par exemple que le parti socialiste a le droit de se faire entendre en tant que groupe politique. S'il y a des problèmes de temps de paroles, nous sommes prêts, dans l'opposition, à répartir les temps de paroles. Nous sommes prêts à faire un billet de groupe une fois sur deux si c'est une question de place de l'opposition.

Mais il y a eu un temps où vous n'aviez pas envie d'être assimilé à d'autres personnes parce que vous teniez à votre identité. Je pense que le respect de l'opposition c'est de respecter ces identités.

Nous avons accepté ces groupes à deux. Vous avez dit que vous étiez prêts à revenir sur ce qui se faisait avant. S'il y a un seul point sur lequel nous serions heureux que vous reveniez, c'est celui d'accepter qu'un groupe politique soit à deux, voire à trois, mais pas à quatre.

C'est un point important et tout le monde peut comprendre que les partis politiques veulent être identifiés comme tels. C'est cela le respect de la démocratie. Il peut y avoir des alliances d'opposition, de majorité, mais il y a aussi des identités qui reflètent l'histoire. Je pense que vous

savez respecter les histoires politiques, surtout quand les personnes sont dans des fidélités de longues durées.

Je vous demande d'écouter vraiment cette demande concernant le respect des sensibilités politiques.

M. le Maire : Madame Juhel, je vous accorde votre linéarité concernant vos idées et votre parti. Vous parlez de droit d'expression, je l'ai dit tout à l'heure, je suis prêt à augmenter la surface d'écriture pour que vous puissiez vous exprimer. C'est quelque chose que vous verrez avec vos partenaires auquel vous vous associerez pour être un groupe, ou pas.

Si ce n'était pas le cas, j'essaierai effectivement de trouver une solution pour qu'un parti représentatif comme le parti socialiste puisse s'exprimer, et non pas des partis imaginés pour se faire plaisir, qui ne reposent sur rien et qui ne font que rapporter des ennuis administratifs ou autre.

Je vous fais remarquer que nous avons le MODEM dans notre groupe. Il est aussi dans ce cas, et donc ne fera pas partie d'un groupe à part entière. Vous verrez comment nous allons nous y prendre pour que le MODEM puisse pleinement s'exprimer dans Choisy Infos. Je donnerai les moyens pour que les socialistes, sans tenir compte du groupe, puissent exprimer leurs idées.

Cependant, pour des raisons techniques, républicaines, un groupe sera composé de quatre personnes. Ceci n'obérera pas la possibilité aux partis historiques qui représentent réellement une pensée dans la population, de s'exprimer. Nous trouverons le moyen de le faire.

Nous avons également un groupe de moins dans la majorité. Dans un groupe, il peut y avoir plusieurs sensibilités et chacune doit pouvoir s'exprimer. Nous travaillerons dans ce sens, vous pouvez y être associée, nous n'allons pas vous empêcher de vous exprimer.

Je pense que, plutôt que de se diviser aujourd'hui, tout ce qui fait œuvre au rassemblement est le bienvenu. Essayez de vous rassembler, vous aurez équitablement la parole. Gardez votre majorité, vos différentes sensibilités et nous vous donnerons les moyens de les exprimer. Madame Lemoine ?

Mme Lemoine : Je voudrais intervenir sur plusieurs points de ce règlement à partir de l'article 30.

Je souhaite faire également une remarque préalable à votre intention, Monsieur le Maire. Je pense que la démocratie n'est pas le fait du prince. Je pense que nous assistons très clairement, ici, à un point qui est de choisir l'opposition, c'est-à-dire comme vous l'avez dit tout à l'heure, choisir qui peut s'exprimer ou qui ne peut pas s'exprimer. La démocratie ce n'est pas cela. Ce n'est pas vous qui faites les lois. Vous, comme tous les citoyens, vous devez les respecter. Or les lois démocratiques françaises veulent que l'expression des voix issues du suffrage universel soit reconnue de façon proportionnelle et égale. Je pense que vous pourriez méditer assez longuement sur cette remarque préalable.

Pour revenir au règlement, le premier point concerne l'article 30 sur les commissions municipales. Vous avez dit tout à l'heure que vous pourriez corriger les phrases du règlement pour faire plaisir aux demandes de Monsieur Guillaume. Donc, si cela vous fait plaisir, ou plutôt je préfère dire si vous voulez bien respecter la parole démocratique, je lis la dernière ligne de l'article 30 : « l'expression des différentes commissions respectera la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus, au sein de l'assemblée communale. » En réalité, vous devez respecter la représentation proportionnelle des suffrages exprimés. En effet, nous avons un document du Conseil d'État qui précise les textes et qui dit : « le principe de représentation proportionnelle assure à chacune des tendances représentées au sein de l'assemblée, la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission. » L'idée c'est que toutes

les expressions politiques issues du suffrage universel soient représentées. Ce n'est pas vous qui choisissiez et permettez qui peut s'exprimer.

Je voudrais si possible modifier cette phrase pour la rendre plus conforme. Ce n'est pas « l'expression pluraliste », c'est l'expression complète de la diversité des représentations politiques. Si vous pouvez me répondre sur cette question, j'ai ensuite d'autres questions sur d'autres articles.

M. le Maire : Nous parlons bien de représentations proportionnelles. Nous pouvons l'examiner plus en détail, mais je me suis fié à ce qui se faisait ici depuis 20 ans. Par exemple, la dame qui a parlé précédemment, avec laquelle vous avez longtemps collaboré, n'était pas représentée dans les commissions. Vous pourrez en parler avec Monsieur Guillaume.

Mme Lemoine : Mais je m'adresse à vous et au regard de la loi.

M. le Maire : Vous me laissez répondre et vous pouvez éteindre votre micro pendant que je réponds. Je vous redonnerai la parole ensuite.

Je vous explique que nous avons tenu compte du précédent règlement, sur lequel nous nous sommes appuyés. Sachez que c'est ce qui a toujours été appliqué ici. Donc, à moins de dire que Monsieur Guillaume n'était pas démocrate, je n'ai fait que reproduire ce que lui et ses prédécesseurs ont fait pendant leurs mandats.

Pour l'instant, la phrase reste telle qu'elle est. Nous reverrons plus en profondeur ce que cela suggère, nous referons nos comptes et nous vous présenterons le résultat.

Mme Lemoine : J'en prends note et je serai vigilante. Je souhaite que ceci soit écrit au procès-verbal.

Le point suivant concerne l'article 35 sur les groupes politiques. En ce qui concerne le nombre de membres constituant un groupe politique, sachez que la loi ne fixe pas de minimum et prévoit comme conforme la constitution d'un groupe avec deux membres. Nous ne sommes donc pas obligés de faire toujours référence à ce qui se faisait avant, nous pouvons également travailler en référence à l'action démocratique.

Comme nous l'avons dit précédemment, exiger de constituer des membres de quatre personnes revient à choisir son opposition et à ne pas écouter toutes les tendances et tous les partis de l'opposition, fussent-ils différents. Quoique vous en pensiez, l'expression démocratique doit être respectée.

La conséquence de ces groupes politiques, c'est aussi des moyens accordés à l'opposition. Ces moyens doivent être alloués de façon proportionnelle et égale. Ainsi cela permet d'avoir la parole et les moyens d'existence pour chaque groupe et chaque membre élu. Par moyens d'existence, il est question du local, partagé ou non, et aussi de la publication d'article dans le journal. L'expression doit être plurielle et complète, reflet de l'expression du suffrage, et non pas un pluralisme au choix.

M. le Maire : Toutes les assemblées, y compris les plus hautes comme le Sénat ou l'Assemblée, procèdent par groupes et fixent un nombre. Vous dites que vous n'avez pas la parole, mais je vous ai laissé parler longuement, personne ne vous coupe la parole.

Monsieur Id Elouali veut s'exprimer, nous vous écoutons.

M. Id Elouali : Madame Lemoine, comme vous l'avez précisé, la loi ne fixe pas le nombre minimum de personnes pour constituer un groupe politique. Elle laisse aux Conseils municipaux

l'intelligence d'avoir un règlement intérieur qui leur est propre. Pour le nôtre, ce n'est pas Monsieur le Maire qui fixe la majorité ou l'opposition comme vous semblez le prétendre, c'est le peuple et le suffrage qui a fait le choix de son opposition.

Donc pour rejoindre la remarque de Madame Juhel, je vous rappelle que la constitution des groupes a été faite sur la base des listes électorales présentes au premier tour. Elles représentent les sensibilités différentes qui ont le droit d'avoir un espace d'expression. Je répète que ce n'est pas le maire qui choisit son opposition ni sa majorité et le pluralisme est bien présent.

Monsieur le Maire explique que nous laisserons un espace d'expression plus important que ce qui a été fait avant, afin que tous les courants de pensée puissent avoir libre cours dans le journal municipal.

Notre majorité vous soumet un projet de règlement intérieur, et nous avons pris en considération vos remarques. Certaines sont pertinentes, d'autres relèvent de l'interprétation. Maintenant, il est grand temps, je pense, que l'on passe au vote.

M. le Maire : Matthias Fondeneige ne s'est pas encore exprimé. Je lui donne la parole.

M. Fondeneige : Merci Monsieur le Maire. Notre débat est suivi en direct, puisque le service communication a placé un dispositif de vidéo. Néanmoins, puisqu'il n'y a qu'une seule caméra, il nous a été indiqué que les Choisyens et les Choisyennes ne savent pas qui s'exprime. Je propose donc que nous déclinions notre nom à chaque prise de parole, afin d'améliorer la compréhension et la clarté des débats.

M. le Maire : Nous pouvons faire cela, mais avant de donner la parole, je cite le nom de la personne. Nous pouvons faire les deux si cela peut faciliter, d'autant plus qu'avec les masques, les noms ne sont pas tout le temps compréhensibles.

M. Fondeneige : Je vous remercie.

M. le Maire : Madame Lemoine a demandé à nouveau la parole. Allez-y.

Mme Lemoine : Monsieur Id Elouali, vous n'êtes pas juge et vous n'êtes donc pas habilité à interpréter la loi. Restez à votre place, chacun son rôle, la loi est ce qu'elle est.

Je souhaite que ces éléments de mise en conformité soient transcrits dans ce règlement, afin que l'ensemble de la représentation politique soit effectif, que ce soit en termes de moyens matériels ou en termes de groupes politiques. Je ferai en sorte de veiller à cette conformité, même s'il faut passer devant un juge administratif.

M. le Maire : Et pour cela, nous vous faisons confiance, Madame Lemoine, puisque vous avez menacé la moitié de Choisy de vos procès. Pour notre part, nous allons également prendre nos dispositions. Je vous le répète, nous n'avons fait qu'appliquer ce qui se faisait ici depuis plusieurs années, ce qui se pratique dans les autres villes, à l'Assemblée nationale, au Sénat. Votre requête fera peut-être que ces règles changent également dans ces institutions, et vous resterez à la postérité avec une image indélébile. C'est tout ce que je vous souhaite.

Nous allons examiner scrupuleusement ce que dit la loi. S'il faut faire différemment, nous ferons différemment, et nous pourrions profiter de vos remarques plaisantes.

M. Guillaume demande la parole. C'est à vous.

M. Guillaume : Je vais dans le sens de Madame Lemoine par rapport à la démarche liée au règlement intérieur.

D'autre part, je reviens également sur vos propos formulés en réponse à Madame Juhel. Pour cela, je serai attentif au Verbatim, car ce que vous avez dit est important. Je soutiens cette démarche de possibilité de pluralité d'expression. Sera-t-il possible d'avoir une modalité écrite de cette démarche ? Elle pourrait être annexée, sans être obligatoirement intégrée au règlement intérieur, afin d'avoir un document écrit qui appuie vos propos.

M. le Maire : Bien sûr. Il suffit de faire un groupe, avec les sensibilités et les tendances. Et dans le déroulé de la tribune, il suffit de réserver un paragraphe ou deux à une autre sensibilité qui signera. C'est ce que nous avons retenu comme option. Je vous la propose, pour les groupes éventuels qui se constitueront. Cela nous oblige de facto à donner une surface plus importante d'écriture, c'est ce que je viens de dire. C'est la proposition que je vous fais, mais on pourra voir après ce conseil d'autres modalités si vous le souhaitez. Madame Juhel souhaite prendre la parole.

Mme Juhel : Je reviens à une modalité simple, que nous pratiquions avant. Le MODEM pouvait être un groupe, Monsieur Id Elouali avait un groupe de deux. Les Choisyens qui nous écoutent, à mon avis, ne comprennent pas que vous interdisiez au parti socialiste d'être un groupe. Il vous suffisait de garder les modalités d'organisation des groupes qui étaient celles du règlement précédent. Vous êtes un démocrate, à quoi rime cette suppression des groupes politiques qui ont le droit d'exister ? Je ne comprends pas.

M. le Maire : J'ai compris Madame Juhel.

Mme Juhel : Non, vous n'avez pas compris puisque vous n'êtes pas prêts à faire comme avant sur ce point qui est le plus fondamental.

M. le Maire : Je vous donne la parole, Madame Juhel, mais si vous répétez les mêmes choses à chaque fois, cela m'oblige à faire les mêmes réponses à chaque fois.

Cette expérience n'a eu lieu que sur une mandature. Cela a créé des problèmes techniques et d'autres difficultés. En ce qui me concerne, je ne veux pas revivre cela. Je vous répète que vous aurez pleinement votre expression. Pendant 40 ou 50 ans, les groupes n'ont jamais été de 2. Nous avons ensuite tenté cette expérience, il y a eu des problèmes techniques sur la fin du mandat. Je n'aimerais pas les rencontrer à nouveau. Nous prenons donc les devants pour éviter ce genre de problèmes. Mais sachez que personne ne vous musellera, le Parti socialiste pourra écrire, il n'y aura aucun souci. Monsieur Guillaume veut la parole, je la lui donne, peut-être que demain matin nous pourrions passer à l'ordre du jour.

M. Guillaume : Nous sommes dans l'ordre du jour, et sur un sujet important : le règlement qui institue le fonctionnement de la démocratie interne du Conseil municipal et du droit à l'expression. Je pense qu'il faut y passer du temps. Certainement plus de temps que pour certaines délibérations, conformément à l'article 16 qui va être voté, où nous devons être attentifs à chaque délibération.

Vous évoquez votre expérience personnelle, Monsieur Panetta, lorsque vous avez été confronté à un groupe de deux personnes, etc. Mais le problème ne reviendra pas à vous, car les groupes de deux seront ceux qui seront dans l'opposition. Ce sera donc à nous de gérer les difficultés. La question est bien centrale, votre réponse n'y répond pas. Elle s'appuie sur une expérience personnelle mal vécue. S'il y a des contradictions liées à des difficultés du groupe, ce sera à nous d'y faire face. Par contre, le fondement de ce que dit Madame Juhel a, lui, du sens.

M. le Maire : J'ai parlé de problèmes techniques. Vous les avez vécus, les problèmes des locaux par exemple, il ne s'agissait pas de problèmes personnels.

M. Guillaume : Le MODEM avait un local, Madame Baron avait un local. Il n'y a pas eu de problème.

M. le Maire : Non, Madame Baron a eu un local lorsqu'elle était avec Monsieur Peryagh.

M. Guillaume : Oui, ils étaient deux, ils ont eu un local.

M. le Maire : Oui, et ensuite il y a eu d'autres groupes qui ont demandé, et ainsi de suite. Et il était temps que le mandat se termine parce que nous allions finir à vingt groupes de deux.

Je redonne la parole à Monsieur Id Elouali

M. Id Elouali : Très franchement, je souhaiterais que l'on passe à la suite. Madame Juhel, vous avez fait un choix au premier tour, celui de partager un projet commun avec les autres listes et les sensibilités partenaires. C'est un choix que vous avez pris en connaissance de cause, en cas de victoire, comme en cas de défaite. Pourquoi voulez-vous refaire l'histoire alors que c'était un choix ? Attendez Monsieur Guillaume, je termine, je sais que vous êtes intelligent et que vous comprenez ce que je dis.

Je ne vais pas citer toutes les manœuvres qui ont fait que j'ai commencé par huit et que j'ai fini à deux. Mais l'essentiel, c'est que les Choisyens et Choisyennes aient pris leurs décisions. Monsieur le Maire et la majorité ne vont pas museler le grand parti socialiste. En effet, il revient tout simplement à vous et à vos partenaires de trouver comment s'exprimer chacun.

Le pluralisme que vous demandez, ce n'est pas à notre majorité de l'endosser, c'est aussi à l'opposition de s'organiser. Puisque vous êtes partis sur une liste plurielle, cela revient à vous de vous organiser et que chacun puisse avoir une expression au sein de votre opposition. Rien ne vous empêche de prendre toutes les tribunes consacrées à l'opposition et de les signer parti socialiste de Choisy-le-Roi. Et c'est pareil pour le reste.

Je rajoute que l'on est souverain de présenter le règlement au vote tel que nous l'avons conçu. Je ne vois pas pourquoi la définition d'un groupe de 4 membres dans le règlement intérieur pourrait faire obstruction à l'expression du parti communiste ou du parti socialiste français.

Monsieur le Maire, je souhaite que l'on passe au vote.

M. le Maire : Je partage ces propos. En effet, vous êtes ensemble pour avoir le pouvoir, et si vous n'avez pas le pouvoir, vous n'êtes plus ensemble. Madame Juhel, le fait de ne pas vous exprimer, le fait que le PS n'apparaissait pratiquement pas, cela ne vous gênait pas. Ce qui comptait, c'était conquérir le pouvoir. Vous n'avez pas réussi à l'obtenir, et maintenant vous dites « nous existons. ». Je vous réponds : vous existez, vous aurez la parole et vous pourrez vous exprimer.

Maintenant, je pense qu'il est mieux de passer au vote. Tout ce que vous avez dit sera transcrit. Nous examinerons toutes les remarques, et nous ferons les amendements sur lesquels nous étions d'accord. Nous allons voter et chacun pourra s'exprimer librement par son vote.

Pour le règlement intérieur, y a-t-il des voix contre ?

Mme Leclère : Monsieur le Maire, si vous permettez, je voudrais préciser que l'administration n'a pas trouvé trace du mandat donné par Mme Nadine Luc, comme évoqué en début de réunion. On propose donc pour ce soir de ne pas comptabiliser ce mandat dans les votes. Par contre, cela sera rectifié demain si nous le retrouvons dans le courrier écrit, puisque ce n'est pas arrivé par messagerie. On vérifiera demain dans le logiciel qui enregistre toutes les dates d'arrivée de courrier papier. Nous vous tiendrons informé si nous retrouvons la trace de ce mandat.

M. Guillaume : Je viens de recevoir la confirmation de Nadine Luc qu'elle a envoyé le mandat par courrier. Je remercie l'administration pour cette précision et j'accepte la démarche.

M. le Maire : Donc pour le vote, qui vote contre ? Des abstentions ? Aucune. Et le reste des personnes sont donc pour.

Le règlement intérieur est adopté à la majorité (8 votes contre).

2. Création des commissions municipales.

M. le Maire : Vous avez les commissions municipales sur les tables. Dans un premier temps, nous allons voter le principe des commissions municipales et leur nombre.

Nous vous proposons 6 commissions municipales. Tout d'abord, nous avons la Commission finance, commerce, marché, développement économique, emploi, insertion. Ensuite, il y a la Commission urbanisme, logement, développement durable, nature en ville, propreté. Puis, nous avons la Commission sécurité, travaux, voiries, déplacements, stationnement. Vient ensuite la Commission culture, événements, sports, jeunesse, vie associative, citoyenneté. En cinquième, la Commission vie éducative, enfance, petite enfance, politique de la ville. Et finalement, nous avons la Commission action sociale, CCAS, senior, hygiène santé, handicap.

Y a-t-il des questions ? Madame Lemoine, vous avez la parole.

Mme Lemoine : J'ai une question qui rejoint la précédente. Vous avez mis, dans la représentation des commissions, deux groupes de représentation avec une proportionnelle. Or, cette représentation ne doit pas omettre un élément de la représentation du Conseil municipal. Je demande donc à ce que la représentation soit revue pour intégrer la représentante que je suis de la liste Choisy C vous.

M. le Maire : Pour l'instant, nous ne votons pas la composition, nous votons le principe des six commissions.

Mme Lemoine : La composition des commissions est dans la délibération.

M. le Maire : Oui, mais pour l'instant nous votons la création des commissions municipales.

Mme Lemoine : Et le mode de représentation.

M. le Maire : Non, nous votons la création des commissions municipales. Ensuite, nous voterons la désignation des délégués.

Mme Lemoine : Permettez-moi, je relis la notice explicative. « Ces commissions sont composées dans le respect du principe de représentation proportionnelle afin de refléter la composition de l'assemblée délibérante. » C'est un élément de cette délibération.

M. le Maire : C'est peut-être une erreur. Le vote se fait en deux temps. Nous votons en premier la création des commissions municipales que je viens d'énumérer, elles sont au nombre de six.

Dans un deuxième temps, nous voterons la désignation des délégués à ces commissions municipales. S'il y a une erreur, elle sera rayée. Nous parlons bien de la création et du nombre de commissions telles que je viens de vous les présenter. Y a-t-il d'autres remarques ?

Passons au vote. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Les commissions sont donc votées à l'unanimité.

La délibération n° 2 est adoptée à l'unanimité.

3. Désignation des délégué.e.s dans les commissions municipales.

M. le Maire : Passons maintenant au point suivant. Il s'agit de la désignation des délégués dans les commissions municipales. Effectivement, vous avez les tableaux avec les délégués pour chaque commission municipale. Y a-t-il des remarques sur la composition de ces commissions ?

Mme Lemoine : Je réitère ma remarque qui s'applique ici. Je demande à ce que la liste Choisy C vous soit représentée dans ses commissions, et par conséquent, je présente ma candidature dans deux de ces commissions : la Commission finance, et la Commission urbanisme.

M. le Maire : Pour l'instant, nous allons voter les commissions en l'état. Rien ne nous l'interdit. Nous notons que vous souhaitez participer aux commissions Finance et Urbanisme.

Mme Lemoine : Oui, Finance et Urbanisme. Mais j'insiste sur le fait que c'est sur le mode de désignation général sur lequel j'interviens.

M. le Maire : Madame, comprenez bien ce que je vous dis : vous ferez ce que vous voudrez après. J'ai bien entendu ce que vous avez dit. Je vous explique que nous allons tout d'abord voter les commissions en l'état, et je suppose que vous voterez contre. Nous prenons acte de votre demande, nous allons étudier cette question et nous vous apporterons ensuite notre réponse. Y a-t-il d'autres remarques sur ces compositions ? Monsieur Didier Guillaume ?

M. Guillaume : Je signale que les conseillers municipaux qui n'ont pas été élus dans les commissions dans le cadre de leurs mandats, peuvent participer aux commissions, mais n'ont pas le droit de prendre la parole. Ils sont là pour consulter, écouter, mais ne peuvent donner leur avis. C'est le règlement. C'est juste un point d'attention.

M. le Maire : C'est effectivement un point que nous avons appliqué lors de la précédente mandature, que nous proposons de maintenir. Chaque conseiller municipal qui veut assister à la commission de son choix est le bienvenu. Mais, comme le précise Monsieur Guillaume, il s'agit d'une participation sans pouvoir intervenir, comme cela se fait dans les villes voisines. Et je répète, nous allons approfondir cette question.

Mme Lemoine : Manifestement, vous avez bien entendu ce que j'ai dit, mais vous n'avez pas exactement compris. Je n'ai pas dit participer pour écouter à titre d'auditeur, je parle bien de la composition. C'est un point de droit qui a été omis, puisque vous avez proposé de ne pas faire un appel à candidatures qui correspond à la représentation du Conseil municipal.

M. le Maire : Je vous répète que j'ai bien compris ce que vous m'avez demandé. Et si vous me permettez de répondre aux remarques et questions qui me sont posées, j'en serai ravi. Je répondais précédemment à Monsieur Guillaume.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Des votes pour ? Nous avons donc une voix contre.

La délibération n° 3 est approuvée à la majorité (1 voix contre).

DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉ.E.S DE LA COMMUNE DANS DIFFÉRENTS ORGANISMES.

M. le Maire : Les points abordés maintenant font suite à nos différents débats. Nous allons voter la désignation des délégués pour différents organismes dont la liste est la suivante :

- La Mission Locale Orly-Choisy-le-Roi-Villeneuve-le-Roi-Ablon (MLOCVA)

- Le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC)
- L'ensemble immobilier du Général Leclerc/Ledru Rollin (l'AFUL)
- Les commissions départementales d'aménagement commercial
- Les délégués du comité départemental du tourisme de « Val-de-Marne tourisme et loisirs »
- Les déléguées pour l'association Vacances Voyages Loisirs (VVL)
- Les déléguées pour l'association des villes pour la propreté urbaine
- Les délégués des différentes assemblées générales de copropriétés appartenant à la commune
- La désignation des représentants du Conseil municipal au sein des conseils d'écoles maternelles, primaires, des conseils d'administration des collèges et lycées et écoles privées sous contrat d'association avec l'état
- La désignation des commissaires titulaires et suppléants à la Commission Communale des Impôts Directs.

Ce que je vous propose, si vous êtes d'accord, c'est de voter en bloc excepté, pour les deux dernières désignations, qui sont la désignation des représentants du Conseil municipal au sein des écoles et la désignation des commissaires titulaires à la Commission Communale des Impôts Directs. Ces deux dernières n'ayant pas vraiment de lien avec ce que je vous ai décrit précédemment. Êtes-vous d'accord que nous votions en bloc ces délégués ? Monsieur Hutin demande la parole.

M. Hutin : Au nom de l'opposition, nous pensons que toutes ces délégations ne nous concernent pas donc nous souhaitons nous abstenir.

M. le Maire : Mais êtes-vous d'accord pour que nous les votions en bloc ?

M. Hutin : Oui, tout à fait.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres prises de parole ? Madame Lemoine ?

Mme Lemoine : Vous pouvez voter en bloc, moi je m'abstiendrai. Mais afin de permettre plus de transparence auprès des citoyens, pourriez-vous, pour chacune de ces commissions, donner les noms au fur et à mesure ? Cela n'avait pas été fait au dernier Conseil municipal. Je vous remercie.

M. le Maire : Les commissions seront affichées sur le site. Si vous souhaitez donner les noms, très bien, même si cela sera un peu long. Vous avez les noms sur les tables et nous allons les donner en plus.

4. Désignation des délégué.e.s pour La Mission Locale Orly-Choisy-le-Roi-Villeneuve-le-Roi-Ablon (MLOCVA)

M. le Maire : Pour La Mission Locale Orly-Choisy-le-Roi-Villeneuve-le-Roi-Ablon (MLOCVA), nous avons comme titulaires Madame Yamina Lajili et Madame Danièle Gaulier.

5. Désignation des délégué.e.s pour Le Centre Locale d'Information et de Communication (CLIC)

M. le Maire : Madame Marina Brulant et Madame Hafida Fadli seront représentantes titulaires pour le Centre Locale d'Information et de Communication.

6. Désignation des délégué.e.s pour l'ensemble immobilier du Général Leclerc/Ledru Rollin (l'AFUL)

M. le Maire : Monsieur Frédéric Druart et Monsieur Ali Id Elouali seront à l'ensemble immobilier du Général Leclerc/Ledru Rollin (l'AFUL).

7. Désignation des délégué.e.s pour les commissions départementales d'aménagement commercial

M. le Maire : En ce qui concerne les représentants pour les commissions départementales d'aménagement commercial, le maire siège de droit, la suppléante sera Madame Danièle Gaulier.

8. Désignation des délégué.e.s pour le comité départemental du tourisme « Val-de-Marne Tourisme et loisirs »

M. le Maire : Il n'y a qu'un seul représentant pour le comité départemental du tourisme de « Val-de-Marne tourisme et loisirs », ce sera Monsieur Karim Garrout.

9. Désignation des délégué.e.s pour l'association Vacances Voyages Loisirs (VVL)

M. le Maire : Pour l'association Vacances Voyages Loisirs, c'est Monsieur Julien Bourven qui sera également le seul représentant.

10. Désignation des délégué.e.s pour l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU)

M. le Maire : Monsieur El abri Chirrane sera délégué auprès de l'Association des villes pour la propreté urbaine.

11. Désignation des délégué.e.s pour les différentes assemblées générales de copropriétés appartenant à la commune.

M. le Maire : Monsieur Tonino Panetta et Monsieur Id Elouali seront délégués au Syndicat intercommunal pour l'acquisition d'un terrain nécessaire d'un Centre d'aide par le travail.

Ensuite, nous avons tout un ensemble d'assemblées générales de copropriétés pour lesquelles il faut des délégués.

Pour le centre commercial Choisy-sud II, la titulaire sera Madame Sushma Ostermeyer, avec pour suppléant Monsieur Frédéric Druart. Ce dernier sera titulaire pour être représentant à la Résidence du Parc de Choisy, avec comme suppléante Madame Danièle Gaulier.

Pour la résidence Place Gabriel, sur la dalle Orix, le titulaire sera également Monsieur Frédéric Druart, le suppléant sera Monsieur Hacène Habi. En ce qui concerne l'immeuble du 59 avenue Victor Hugo, composé de 9 locaux commerciaux, nous proposons comme Titulaire Madame Danièle Gaulier, et comme suppléant Monsieur Frédéric Druart.

Pour l'immeuble situé au 97 avenue de Villeneuve-Saint-Georges, 2 locaux poubelles et une maison de 44 min 2 s, le titulaire sera Monsieur Frédéric Druart, et Madame Gaulier la suppléante. Si ces noms reviennent souvent, c'est parce que Monsieur Frédéric Druart est l'adjoint au logement et que Madame Gaulier est au commerce au développement économique. Comme vous l'avez vu, il s'agit de propriétés avec logements et commerces.

Au 21-23 avenue Victor Hugo, il s'agit du relais assistante maternelle. La titulaire sera Madame Lucie Lanternier et la suppléante, Madame Mélisande Martin. Pour la copropriété rue Carnot, au 4 rue Jean Jaurès, le titulaire sera Monsieur Frédéric Druart, avec pour suppléant Monsieur Hacène Habi. Une copropriété au 76 avenue Villeneuve-Saint-Georges, le titulaire sera Monsieur Frédéric Druart, et le suppléant Monsieur Matthias Fondeneige.

Nous votons donc en bloc la désignation de ces délégués. Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ? Des votes pour ? Très bien.

Les délibérations n° 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 sont approuvées à la majorité (8 abstentions).

12. Désignation des représentant.e.s du Conseil municipal au sein des conseils d'écoles maternelles, primaires, des conseils d'administration des collèges et écoles privées sous contrat d'association avec l'État

M. le Maire : Nous passons maintenant à la désignation des représentants du Conseil municipal au sein des conseils d'écoles maternelles, primaires, des conseils d'administration des collèges et écoles privées sous contrat d'association avec l'État.

Pour les écoles maternelles, il y a un représentant par école. À l'école Marcel Cachin, nous aurons Madame Sabrina Fontaine. Pour l'école du centre, ce sera Monsieur Frédéric Druart. Monsieur Walid Sayadi représentera le Conseil à l'école Paul Langevin, Madame Mélisande Martin à l'école Nelson Mandela, Madame Sushma Ostermeyer à l'école du Parc, et Monsieur Kristian Bolle à l'école Victor Hugo. Madame Monique Lores sera à l'école Henri Wallon, Madame Hancès Sasu à l'école Danielle Casanova, Monsieur Julien Bourven à l'école Eugénie Cotton.

Les écoles élémentaires ont également un unique représentant. À l'école Marcel Cachin, ce sera Madame Bénédicte Hache. Monsieur Henrique Marquez ira à l'école du centre, Madame Amandine Francisot sera la représentante à l'école Paul Langevin, Monsieur El ravi Chirrane à l'école Nelson Mandela, Madame Marina Brulant à l'école du Parc et Monsieur Stéphane Bande à l'école Victor Hugo. Ensuite, Madame Mathilde Bezace ira à l'école Jean Macé et Monsieur Karim Garrout à l'école Joliot Curie.

En ce qui concerne les collèges, Madame Yamina Lajili représentera le Conseil municipal au collège Émile Zola, avec comme suppléante Madame Bénédicte Hache. Monsieur Id Elouali sera titulaire au collège Henri Matisse avec Madame Bénédicte Hache comme suppléante. Monsieur Matthias Fondeneige sera titulaire au collège Jules Vallès accompagné de Madame Yamina Lajili en tant que suppléante.

Pour les lycées professionnels, Madame Danielle Gaulier sera en tant que représentante titulaire au lycée Jean Macé, avec Madame Yamina Lajili comme suppléante. Monsieur Mustapha Thiam ira au Lycée Jacques Brel comme titulaire, avec Madame Bénédicte Hache comme suppléante.

Pour les écoles privées, Monsieur Vasco Coelho sera représentant à l'école Saint-André et Monsieur Alain Omrane à l'école Saint-Louis Blaise Pascal.

Y a-t-il des observations concernant cette délibération ? Y a-t-il des voix contre ? Des abstentions ? Pour ?

La délibération n° 12 est approuvée à la majorité (8 abstentions).

13. Désignation des commissaires titulaires et suppléant.e-s à la Commission Communale des Impôts Directs (CCID)

M. Id Elouali : Sommes-nous obligés de citer tous les noms ?

M. le Maire : Madame Lemoine y tient. C'est une demande des Choisyens et des Choisyennes. Madame Lemoine, citons-nous également tous les titulaires de la commission communale des impôts ?

Mme Lemoine : Je pense que s'ils veulent avoir les noms des gens qui interviennent, il faut qu'ils aient également les noms des membres des commissions, cela paraît logique.

M. le Maire : Oui, mais c'est affiché et diffusé sur le site. Mais puisque c'est une demande, nous allons le faire.

Mme Lemoine : Cela s'appelle la transparence, merci.

M. le Maire : Monsieur Guillaume vous voulez prendre la parole.

M. Guillaume : Cette commission des Impôts Directs est très particulière. Il sera fait notamment avant chaque commission un rappel pour les membres de laisser les dossiers sur place et d'oublier ce qu'ils ont entendu lors de la commission. Pour ma part, je trouve que cela n'a pas d'intérêt de signifier l'ensemble des noms au regard de la responsabilité qu'ont les membres de cette commission lorsqu'ils se réunissent une fois par an. Ils sont soumis au secret de la confidentialité avec les représentants de l'état.

M. le Maire : Merci Monsieur Guillaume, je partage cette réflexion. Cependant, qu'aurait dit Madame Lemoine si j'avais osé le formuler ? Je donne la parole à Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Je prends la parole pour abonder dans le sens de Monsieur Guillaume. Je ne vois pas l'intérêt de dire les noms des personnes de cette commission, sauf si cela s'avère vraiment absolument indispensable et nécessaire.

M. le Maire : Cela est effectivement délicat parce qu'il y a une confidentialité. Peut-être que les personnes ne souhaitent pas être nommées, je n'ai pas pris soin de leur demander au préalable. Je pense que, respecter ce que dit Monsieur Guillaume et Monsieur Id Elouali, n'empêchera pas la transparence. Je vous propose donc de passer au vote directement.

Madame Lemoine est contre. Il y a certainement des noms qui ne lui plaisent pas. Voter contre une commission pour les Impôts Directs, je n'ai jamais vu cela, mais admettons. Y a-t-il des abstentions ? Contre ? Pour ?

La délibération n° 13 est approuvée à la majorité (1 contre, 7 abstentions).

M. le Maire : Voici maintenant une information qui ne nécessite pas de délibération. Le forum métropolitain du Grand Paris aura lieu, le représentant de droit est le Maire. Je tenais juste à vous en informer.

RESSOURCES HUMAINES

M. le Maire : Nous abordons maintenant le point sur les ressources humaines.

• 14. Frais de formation des élu-e-s.

M. le Maire : Nous commençons par les frais de formation des élus. Chaque élu a droit à une formation. Madame Lemoine vous avez droit à une formation également, il n'y a pas de discussion là-dessus. Je passe la parole à Monsieur Coelho qui présente cette délibération.

M. Coelho. Merci Monsieur le Maire. Bonsoir chers collègues. Vous avez sur table la délibération, je ne vais pas lire le document entièrement, mais je tiens à indiquer les enjeux et les objectifs de cette délibération.

Il s'agit de fixer les droits d'accès à la formation pour chaque élu du Conseil municipal, ainsi que les modalités de prise en charge. Les formations doivent avoir un lien direct avec le mandat exercé au sein la commune. Les conditions de prise en charge sont fixées par décret et peuvent

comprendre les coûts de formation, les frais de déplacement et de séjour, les pertes de salaire éventuelles des élus durant la période de la formation.

M. le Maire : Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Y a-t-il des voix contre ? Des abstentions ? Bien.

La délibération n° 14 est adoptée à l'unanimité.

15. Frais de mission des élu-e-s

M. le Maire : Il s'agit maintenant de délibérer sur les frais de mission des élus. Je redonne la parole à Monsieur Coelho.

M. Coelho : Merci, Monsieur le Maire. Je vais vous présenter les enjeux et les objectifs de cette délibération. Les frais de mission permettent à chaque élu d'exercer son mandat sans supporter les frais courants qui s'y rattachent. Les frais compris par la délibération sont pour l'essentiel les frais de déplacement, d'hébergement et de repas en lien avec le mandat, la délégation ou le mandat spécial de l'élue. Les démarches de remboursement devront être accompagnées de pièces justificatives montrant le lien avec le mandat de l'élue : ordre de mission, convocation, et les factures acquittées liées au paiement effectué par l'élue.

M. le Maire : Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des voix contre ? Des abstentions ? Bien, vote à l'unanimité.

La délibération n° 15 est adoptée à l'unanimité.

16. Indemnités de fonction des élu-e-s

M. le Maire : Nous procédons ensuite aux indemnités de fonction des élus. La parole est encore à Monsieur Coelho.

M. Coelho : Nous avons 2 délibérations. La première concerne les indemnités de fonction liées au Maire, aux adjoints, aux conseillers municipaux délégués et associés. La deuxième concerne la majoration accordée au maire et aux adjoints. Il faut fixer les montants d'indemnités de base et les majorations possibles pour chaque élu, en fonction du cadrage réglementaire des montants autorisés et des délégations accordées par Monsieur le Maire et la majorité municipale.

Le calcul des indemnités et de la majoration doit se faire en 2 décisions distinctes du Conseil municipal, c'est pourquoi il est présenté 2 délibérations. Elles sont complémentaires, d'où la notice commune aux 2 délibérations. L'enveloppe des indemnités est calculée en fonction de la strate de la commune. La majoration est liée à la situation particulière de la commune, attributaire de la Dotation de la Solidarité Urbaine, chef-lieu de canton. Cette situation permet une majoration des indemnités du maire, des adjoints, et des conseillers municipaux délégués.

La délibération présentée concrétise le choix d'appliquer la majoration DSU au maire et aux adjoints, ainsi que la majoration au titre de chef-lieu de canton, au maire, aux adjoints et aux conseillers délégués.

M. le Maire : Sur la première partie, je vous accorde que le calcul est compliqué. Y a-t-il des observations sur cette première partie qui présente les indemnités de fonction au maire, aux adjoints et conseillers ? Monsieur Guillaume ?

M. Guillaume : Je veux juste effectuer une remarque sur l'ensemble des délibérations qui nous sont présentées. Cette remarque est en réalité un constat. Durant la période que nous avons vécue entre les deux tours des élections municipales, vous avez pu voir que les réseaux sociaux

ont fortement alimenté de fausses informations. Notamment, dans ce cadre, un tableau a été publié. Ce tableau faisait état de mes soi-disant revenus. Il a été largement diffusé. Son auteur n'avait pas pris le temps d'être assez attentif aux délibérations des collectivités. Il ne s'était pas non plus tenu informé des modifications législatives concernant certaines indemnités dans les organismes. Cela n'est pas très grave. L'énoncé des chiffres fait à cette période m'a valu l'étonnement de mes proches, qui auraient été très satisfaits que ce tableau soit réalité.

Concernant le sujet d'aujourd'hui, vous faites le choix d'augmenter l'indemnité communale du maire de 92 %. C'est votre choix, c'est un constat que l'on peut faire. C'est une décision forte parmi vos premières décisions municipales qui prendra acte.

M. le Maire : Monsieur Guillaume, vous êtes impayable. Vous imaginez bien que je m'attendais, de votre part, à une réflexion de si mauvaise foi. Je ne sais pas de quel tableau vous parlez. Cependant, je vous signale que l'enveloppe n'a pas évolué par rapport à l'enveloppe générale précédente, et ce, malgré l'indemnisation supplémentaire de 4 élus.

Vous faites référence aux indemnités du maire, qui, en toute transparence, sont de 3 800 euros bruts pour une ville d'une strate de 46 000 à 55 000 habitants. Je pense que vous vous moquez du monde ! Et il y a bien des salaires au-dessus de moi au sein de cette commune. Vous oubliez de dire une chose très importante : vous étiez également vice-président du Val-de-Marne pour lequel vous aviez des indemnités. De plus, il y a des écrêtements et vous le savez très bien. Osez dire, de la façon dont vous le dites, que j'augmente de 92 % les émoluments du maire ! Si vous n'avez que cela à nous reprocher pendant cette mandature, ce sera formidable. Mais je m'attends, pendant les 6 prochaines années à une mauvaise foi de votre part.

Je note que je roule en Zoé, tandis que vous roulez dans une voiture haut de gamme, rutilante et éclatante dont la marque est celle d'un constructeur français dont nous devons sauver l'usine à Choisy. Vous osez venir m'attaquer là-dessus ?! Voulez-vous peut-être, Monsieur Guillaume qu'un maire d'une ville comme Choisy-le-Roi ait des indemnités de 1 500 euros ?! Je vous donne la parole.

M. Guillaume : Je m'attendais également, bien entendu, à votre réponse. Vous serez attentif au Verbatim par rapport à ce que j'ai dit précédemment. Je parlais de l'indemnité de maire, puisque vous exercez pour l'instant un mandat. Je constate, de délibération en délibération, que l'augmentation de vos indemnités représente 92 %. C'est pour cela que je dis que c'est un constat. Après, j'avais deux mandats, ce n'est pas une question de justification. Moi, je peux le dire devant tout le monde. Tout le monde ne sait pas ce que représentent 92 %.

M. le Maire : C'est pour cela que j'ai indiqué les indemnités.

M. Guillaume : Vous savez, puisque je peux sortir la fiche de paie des uns et des autres, que je touchais 1500 euros.

M. le Maire : Non, vous ne touchiez pas 1 500 euros. Vous aviez 2 000 euros bruts en tant que maire et 3 700 euros comme vice-président.

M. Guillaume : Non, c'est faux.

M. le Maire : Attendez, j'ai le tableau. De toute façon, vous cumulez.

M. Guillaume : Je parle de 1 500 euros nets. Vous dites que la parole est libre, mais vous me coupez la parole. Ce n'est pas grave.

Je fais juste un constat : pour les Choisyens, vous augmentez l'indemnité du Monsieur le Maire : de 92 %, c'est tout. Je constate également que, par rapport aux adjoints, les indemnités changent

également. De plus, votre calcul est faux, car l'indice de 2014 n'était pas celui de 2020. Il était de 1015, et là, je crois qu'il est de 1027. Ce n'est pas grave, c'est juste un constat.

M. le Maire : Monsieur, vous n'allez pas me déstabiliser avec cela. Arrêtez de prendre les Choisyens et les Choisyennes pour des imbéciles ! C'est d'ailleurs ce que vous avez fait pendant 6 ans. Arrêtez votre cirque, Monsieur Guillaume ! Vous êtes un cumulard.

J'ai dit à la Directrice générale des services que je ne voulais ni plus ni moins que ce que gagnait l'ancien maire. Elle m'a dit que c'était 2 000 euros bruts. Je veux bien me sacrifier, je fais 10 heures par jour, 7 jours sur 7 pour réparer vos bêtises. Je travaille 2 fois plus que vous, puisque vous étiez la moitié de votre temps au département, l'autre moitié dans divers organismes. Je serai d'ailleurs, je vous l'accorde, moi aussi également obligé d'y siéger. Je vous demande un peu de décence ! Vous ne savez pas ce que veut dire ce mot ! C'est honteux, vous étiez à mi-temps à la commune. J'y suis à 200 %.

M. Guillaume : N'allez pas sur le sujet du temps de présence, car il y a beaucoup de personnes dans les services qui pourraient vous parler de mon temps de présence. Je peux même faire témoigner mes proches. Tout le monde sait ce que représente un mandat de maire, c'est H24. Je l'ai dit pendant l'installation, vous êtes au début de cette découverte, vous verrez ce qu'est un mandat. Je vous souhaite, et vous le savez très bien, de le vivre pleinement. C'est un mandat fabuleux de relations et de contacts. Mais, s'il vous plaît, par décence, arrêtez de parler des erreurs et des difficultés. Je sais que c'est votre fonds de commerce, et que cela sera ainsi pendant 6 ans.

J'ai juste fait un constat, et les gens découvriront ce constat, c'est tout, il n'y a pas de problème là-dessus.

M. le Maire : L'ensemble des indemnités des élus et du maire ne sont pas supérieures malgré les 4 élus supplémentaires. Ce sont les Choisyens et les Choisyennes qui ont décidé d'avoir 4 élus supplémentaires. Pourtant, nous avons pris soin de rester dans la même enveloppe. Cela ne coûte rien de plus pour un maire qui est à plein temps, et j'insiste sur le plein temps, dans sa commune. Vous savez, lorsque je gagnerai tout ce que vous gagnez, je ne pense pas que cela m'arrivera, je ferai la même chose que vous. Je prendrai 2 000 euros bruts comme maire. C'est cela que j'appelle de l'indécence, Monsieur Didier Guillaume. La plupart des maires des communes voisines reçoivent bien plus d'indemnités que ce que je reçois, et vous le savez très bien.

Nous pouvons aussi parler de ce que je perds en me consacrant à ma commune, mais cela, c'est un choix, et de ce que vous, vous avez gagné. Et nous pouvons également parler de ce que vous avez obtenu en étant devenu maire, ce que vous n'auriez jamais obtenu par vos propres moyens. Ce que moi j'ai obtenu et auquel je renonce pour m'occuper de ma ville. Alors je vous demande un peu de décence. Sinon, allez dire aux Choisyens et aux Choisyennes que Monsieur le Maire devrait gagner 2 000 euros ou 1 500 euros. J'ajoute et je maintiens que vous travailliez à mi-temps. Sinon vous êtes comme Monsieur Mélenchon, vous êtes à un endroit, et vous avez une image qui vous représente à un autre endroit. Il faudra m'expliquer comment vous pouvez être à la fois au département et à la ville. La nuit, le département ou la commune sont fermés, et je le vois bien puisqu'à 20 h 30, je dois quitter l'hôtel de ville. D'ailleurs, il faudra que je trouve un moyen d'y rester plus tard, vu l'ampleur de la tâche qui m'attend.

En effet, je maintiens que vous avez laissé une situation déplorable : une organisation des services à laquelle personne ne comprend rien, des services décapités, des services où il y a eu des démissions en cascade avant que nous arrivions ! Vous ne pouvez pas démentir ces faits, car ce sont des réalités. Si vous voulez que l'on affiche le nombre de personnes qui ont démissionné, le nombre de services en déshérence, les calculs invraisemblables pour faire croire aux employés qu'ils touchaient une somme alors que c'était une autre. Les magouilles, Monsieur Didier

Guillaume ! Les magouilles que vous nous laissez, avec des personnes à qui vous louez un pavillon 500 euros par mois alors que cela en vaut 1500 ! Des magouilles avec des personnes qui ont de lourdes responsabilités qui touchaient un salaire déguisé ! Des magouilles, Monsieur Didier Guillaume, sur lesquelles vous n'avez jamais rien fait ! Des magouilles ! En plus de cela, il y avait la situation sur les heures de grève que vous avez mises sous le tapis, en mentant aux employés ! En leur disant que cela leur serait payé, sans en informer personne. Vous êtes partis, en ne réglant rien ! Et cela, c'est la pure vérité ! Je peux l'afficher et donner des noms ! Alors, ayez de la décence !

Si vous étiez plus courageux, présent à la commune, si vous aviez travaillé, si vous aviez eu l'esprit de décision, et je ne parle pas des options politiques pour lesquelles nous sommes en désaccord, nous ne serions pas aujourd'hui, nous, l'équipe que les Choisyens et les Choisyennes ont choisie, devant une situation catastrophique de fonctionnement de notre commune.

M. Id Elouali : J'aimerais rappeler aux Choisyens qui nous écoutent que l'enveloppe globale n'a pas changé et est restée à l'identique d'un mandat à un autre. Nous avons fait ce choix pour assurer une meilleure répartition et permettre à d'autres élus d'assurer des responsabilités.

C'est tout de même assez habile de dire « 92 % » ! Ce sont des arguments fallacieux ! Quand le rapport de la Chambre Régionale des Comptes va être délivré, il va tomber comme un pavé, et j'espère que vous allez pouvoir vous regarder dans une glace. Car ce sont les Choisyens que vous avez trompés. Nous attendons ce rapport et nous l'afficherons. Ainsi, les Choisyens verront les manquements, les dysfonctionnements, le manque d'honnêteté intellectuelle avec laquelle vous avez géré la ville pendant 6 ans.

M. Guillaume : Vous êtes dans votre rôle. Vous avez été dans l'opposition, vous avez réagi de cette manière-là. Maintenant, vous êtes aux commandes, vous êtes dans votre rôle de prendre des délibérations au regard des rapports de force. Et comme vous l'avez dit, au regard du choix démocratique que les Choisyens et les Choisyennes ont fait.

Mais la décence demande aussi de dire les réalités telles qu'elles sont. Soyez attentifs et non pas démesurés dans vos propos parce que vous pouvez mettre à mal l'ensemble de l'administration de cette commune. Il faut donc faire attention à ce que vous pouvez dire.

D'autre part, je reviens sur les indemnités. Vous avez parlé d'écèlement, les personnes ne savent pas ce que cela signifie. Pour ma part, je n'ai jamais été écèlement, car je n'ai jamais dépassé. Et puis, il y a quelque chose de très fort dans le parti auquel j'appartiens, c'est qu'une grosse partie des indemnités que nous recevons dans certains organismes ne vont pas sur les comptes personnels. Ce sont des choix personnels, et vous auriez tout à fait raison de me le renvoyer. Ce qui est important de dire, et ceux qui me connaissent le savent, depuis que j'ai été élu adjoint puis maire, je n'ai jamais voulu que mes indemnités de fonction cumulées dépassent le salaire que j'avais en tant que membre du Comité Directeur d'EMMAÜS France.

M. le Maire : Monsieur Didier Guillaume, je vais vous répondre par une anecdote. Sur une éminente chaîne de télévision que j'adore, la RAI, il y avait un reportage sur le plus important marchand de chaussures d'Italie. Les journalistes disaient que, selon sa déclaration fiscale, ce monsieur devait conduire pieds nus, car il n'avait même pas de quoi se payer une paire de chaussures. Cependant, les journalistes expliquaient également qu'il conduisait des voitures Mercedes rutilantes qui ne correspondaient pas à sa déclaration fiscale. Je ne dis pas que vous ne déclarez pas, mais il serait intéressant, pour vous qui touchez si peu, d'expliquer votre train de vie et ce que vous possédez.

Et on va s'arrêter là, Monsieur Didier Guillaume !!! C'est indigne ce que vous avez osé dire ! Indigne, et je le répète, Indigne ! Vous avez laissé cette commune dans un état déplorable. Cela n'a aucun rapport avec la Direction générale où certains et certaines découvrent au fur et à mesure

des choses inimaginables. Et nous le verrons grâce à la Cour Régionale des Comptes, qui n'était jamais venue en 19 ans à Choisy-le-Roi, cela en dit long. Nous allons en rester là.

M. Guillaume : Je ne peux pas en rester là, vous m'avez attaqué personnellement sur une histoire de train de vie.

M. le Maire : Non, c'est vous qui m'avez attaqué personnellement.

M. Guillaume : Non, là, c'est vous qui venez de le dire. Je ne sais pas ce que vous entendez par train de vie. Sachez que mon épouse a eu un AVC il y a 6 ans, pendant les élections municipales, qu'elle est handicapée, qu'elle reçoit l'Allocation aux Adultes Handicapés.

M. le Maire : C'est encore plus indigne, on va arrêter là.

M. Guillaume : C'est vous qui êtes indigne, et vous osez me parler de mon train de vie !

M. le Maire : Qu'est-ce que cela vient faire dans ce débat ?

M. Guillaume : Mais parce que vous me parlez de mon train de vie ! Est-ce que vous connaissez mon train de vie ? !!

M. le Maire : Je vois bien avec quelle voiture vous roulez, alors que vous dites que vous ne gagnez rien.

M. Guillaume : Et cette voiture, vous savez à qui elle appartient ? C'est lié à ma fonction de Vice-Président du département.

M. le Maire : Ah oui ! C'est le département qui vous l'a fourni. Voyez-vous, la ville, moi, me fournit une Zoé. Eh bien, nous allons en rester là, on voit bien que vous ne gagnez rien.

M. Guillaume : J'avais fait le choix que ce soit le département qui me donne un véhicule de fonction. Où est le souci ?

M. le Maire : Mais vous auriez pu choisir une Twingo !

M. Guillaume : En plus, cela n'intéresse pas les Choisyens. Vous savez que je paie dessus sur mes indemnités du Conseil départemental. Je peux fournir les justificatifs à qui veut.

M. le Maire : Je n'ai jamais dit que vous ne payez pas vos impôts ! J'ai cité l'anecdote de la personne, vous dites que vous ne gagnez rien, que vous êtes un gentil garçon, que vous reversez au PC, etc. Moi, je vois simplement que vous roulez dans une superbe voiture rutilante, et maintenant vous nous dites « non, c'est le département ». Et que vous donne-t-il d'autre le département ? Et partout où vous siégez, qu'est-ce que l'on vous donne d'autre ?

M. Guillaume : Mais je peux vous le dire, c'est transparent ! C'est à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

M. le Maire : Ah ? Donc vous avez autre chose ? Parce que vous disiez que vous ne touchiez rien.

M. Guillaume : Oui, et je le reverse et c'est transparent.

M. le Maire : Je ne m'attendais pas à autre chose, ce soir de votre part. C'est indécent. Il y a des maires qui ont 5 000 euros d'indemnités, je reçois 3 800 euros bruts, vous criez au loup. Ce qui est moins qu'un cadre moyen. Vous voudriez que ce soit un scandale.

M. Matthias Fondeneige, vous souhaitez la parole.

M. Fondeneige : J'aimerais préciser les choses, car il est évident que le terme « 92 % » fait son effet. Il est nécessaire d'expliquer aux Choisyens et Choisyennes qu'une enveloppe est attribuée pour la rémunération des élus. Cette enveloppe a un montant fixe qui n'a pas été changé entre la précédente mandature et celle actuelle. Ce montant est en effet encadré par la loi, et il n'y a donc pas possibilité de le faire augmenter.

L'augmentation de 92 % est évidente pour vous, Monsieur Guillaume, mais pas pour les Choisyens qui ne maîtrisent pas le Code des collectivités territoriales. Ce montant de 92 % est une façon de répartir les choses entre Monsieur le Maire, les adjoints et les conseillers municipaux. Je tiens à préciser que, selon la loi, certains conseillers municipaux ne sont pas obligatoirement rémunérés. Nous avons choisi, avec Monsieur le Maire et les adjoints, que ces conseillers puissent être rémunérés. Ce qu'il faut retenir c'est que ces 92 % ne coûtent pas un centime de plus aux citoyens et que c'est une affaire d'élus, de conseillers délégués et adjoints. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci de vos précisions Monsieur Fondeneige. Nous travaillons, toute notre équipe travaille et est présente. Il y aurait beaucoup à dire sur la présence de vos adjoints, sur leur travail. Comme vous l'avez dit, j'étais là. J'ai beaucoup observé, concernant notamment la présence aux commissions, dans lesquelles il n'y avait personne. Il a alors fallu faire un rappel pour qu'elles puissent fonctionner. Ça, cela touche directement les Choisyens.

Mme Benkahla veut prendre la parole, je lui donne la parole parce qu'elle ne l'a pas eue et ensuite je vous propose de passer au vote.

Mme Benkahla : Je souhaite juste rajouter quelques points. Il y a effectivement une enveloppe globale, et les indemnités sont un droit pour les différents élus de la majorité. Ce n'est pas ce qui est contesté. Il y a une charge réelle et énorme dans ces fonctions d'élus. Ce que Didier Guillaume a simplement fait remarquer, c'est que la répartition dans cette enveloppe globale est différente. Cela a provoqué un émoi terrible qui a entraîné des propos qui, je pense, ont dépassé la pensée de certains. Nous étions à la limite de propos diffamatoire. Il s'agit d'argent, donc cela touche un point sensible. Il a été question de train de vie, ce sont des propos forts. Il faut faire attention. Nous sommes dans une instance sérieuse, officielle et on ne peut pas déborder comme cela. Il peut y avoir une charge émotionnelle, mais on doit être vigilant dans les contenus.

Ce qui a été indiqué, c'est que l'enveloppe globale n'a pas été dépassée, car elle se conforme à des règles précises. Il n'y a pas de répercussion sur les Choisyens en termes de paiements supplémentaires. Mais il a été simplement indiqué que l'indemnité du maire a été augmentée par rapport au précédent mandat, c'est une réalité objective.

Vous avez donné vos raisons, et je crois que les Choisyens et les Choisyennes attendent aussi de la majorité des mesures qui viennent améliorer, non pas le pouvoir d'achat, mais humblement, le pouvoir de vie. On vous attendra aussi sur des mesures aussi importantes dans les prochains Conseils municipaux. Merci.

M. le Maire : Vous savez, chère Madame Benkahla, depuis mon plus jeune âge, j'ai toujours été rebelle contre le mensonge, les injustices et le genre de propos et d'attitudes que vient de tenir Monsieur Guillaume.

D'après Monsieur Didier Guillaume, si je suis vos propos, mes indemnités auraient dû être de 2000 euros bruts. Pour être transparents, nous avons mis dans le document les salaires bruts. Je remarque que vous, Monsieur Guillaume, vous n'aviez toujours fait voter que des pourcentages.

Donc pour être transparent, voici les chiffres : le salaire réel et l'indemnité réelle de Monsieur Guillaume est de 5 700 euros, ajouté à cela une superbe voiture et autre avantage. Les indemnités du maire de Choisy-le-Roi s'élèvent à 3 800 euros bruts, les indemnités des adjoints sont de 1 440 euros bruts, les indemnités des conseillers délégués associés sont de 590 euros bruts. Et enfin, les indemnités des conseillers associés, qui, dans la plupart des communes, ne reçoivent rien, s'élèvent à 230 euros bruts.

Je laisse les Choisyens et les Choisyennes juger ceux qui se consacrent à leur ville réellement, qui travaillent, contrairement à l'équipe précédente.

Je suis désolé, mais il y avait de quoi être indigné par ces mensonges et ces transformations de la réalité. Monsieur Guillaume reçoit 5 700 euros, 1 000 euros par-ci, 1 000 euros par-là. Ce qui est apparu sur internet était vrai, alors arrêtez.

Nous allons maintenant procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Monsieur Guillaume vote contre, mais a priori, c'est divisé dans l'opposition. Abstention ?

Je me réjouis enfin qu'il y ait des personnes qui savent raison garder et ne s'associent pas à ce genre de mise en scène dramatique.

La première délibération (indemnités des élu-e-s) n° 16 est adoptée à la majorité (8 voix contre).

La seconde partie des indemnités correspond aux bonifications autorisées par la loi et à ce qui a été fait lors de la précédente mandature. Cela permet d'arriver au salaire de 1400 euros pour un adjoint, et au salaire de 3800 euros pour le maire. Y a-t-il des observations sur cette seconde partie ? Je n'en vois pas. Nous procédons au vote. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ?

La deuxième délibération (majorations) n° 16 bis est adoptée à la majorité (6 voix contre, 2 abstentions).

17. Modification du tableau des effectifs : création de postes - Service Urbanisme

M. le Maire : Pour ce point, je donne la parole à Monsieur Coelho.

M. Coelho : Merci Monsieur le Maire. Il s'agit de deux délibérations qui concernent tout d'abord un poste d'adjoint au responsable du service et ensuite un poste de chargé de mission.

Les objectifs sont de stabiliser la compétence au sein du personnel communal, en particulier au sein du service de l'Urbanisme. Le service de l'Urbanisme est une petite équipe traitant des dossiers et projets sur le long terme. La stabilité des agents est une donnée essentielle pour assurer la continuité. Les profils de fonctionnaires correspondant à ces postes peuvent être rares, car ils allient des compétences administratives et techniques. Par conséquent, le recrutement de fonctionnaires est complexe. Les délibérations permettent le recrutement éventuel de contractuel sur la base d'un contrat de 3 ans renouvelable, comme le permet le cadrage réglementaire.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Procédons au vote. Qui vote contre ? Abstentions ? Pour ?

La délibération n° 17 est adoptée à l'unanimité et la délibération n°17 bis est également adoptée à l'unanimité.

18. Modification du tableau des effectifs : création de postes - Service Développement numérique et des réseaux.

M. Coelho : Il s'agit de la création de postes au service Développement numérique et des réseaux. Les objectifs sont de transformer deux postes d'agents de maîtrise en poste de

techniciens. Les évolutions du numérique et la gestion des crises passées lors du confinement, ont mis en lumière la technicité et la responsabilité nécessaire sur ce service. Ces postes relèvent d'un profil de grade de technicien. La loi du 6 août 2019, relative à la transformation de la fonction publique, permet désormais le recours à des contrats de 3 ans sur les postes de catégorie B. C'est la première fois que le conseil délibère sur cette disposition pour un poste de catégorie B. Il y en aura d'autres.

M. Id Elouali : Je me réjouis de cette avancée qui va dans le sens d'une reconnaissance et d'une valorisation de nos agents. Je me réjouis que ce soit une des premières délibérations que l'on prenne. C'est, en soi, une réponse à Madame Benkahla qui nous demandait des actes. En voici un, j'espère que vous vous en réjouissez comme nous le faisons.

M. Coelho : Je précise que nous allons continuer ce travail. Ici, ce sont des catégories B, mais nous allons aussi nous occuper des catégories C. Je travaille avec la Direction générale de manière à avancer dans ce sens.

Mme Juhel : Je trouve extrêmement désagréable ces leçons sur ce que l'on faisait de si mal avant, sur des élus qui ne travaillaient pas. Vous annoncez une action alors que nous l'avions déjà préparée. Et surtout de votre part, Monsieur Id Elouali, nous avons l'impression que vous n'étiez pas là pendant les six années précédentes pour donner des leçons à tout le monde. Je ne pense pas, en plus, que vous ayez été l' élu le plus actif. Il faut arrêter avec ces sous-entendus. Nous pouvons ne pas avoir les mêmes opinions, nous sommes tous des élus, nous avons tous travaillé, vous dans l'opposition avant, et nous dans notre investissement municipal. Nous n'avons pas besoin de nous injurier et de faire des sous-entendus. Tous les élus travaillent, quelles que soient leurs opinions politiques.

M. le Maire : Que tous les élus travaillent, je m'inscris en faux. Vous avez certainement travaillé, mais tous les élus ne travaillaient pas. Pour moi, Monsieur Guillaume ne travaillait pas, il était en représentation, en train de faire triompher vos idéologies. Vous l'avez dit, vous étiez au service d'un parti, nous sommes au service de la ville.

Je ne demande qu'à ce que les choses se passent courtoisement. Si vous arrêtez de faire du cinéma, de transformer la réalité, tout se passera très bien. Mais à chaque fois que vous direz des contrevérités, que vous mentirez comme lorsque j'étais dans l'opposition, vous aurez une réponse ferme.

Lorsque l'on reçoit près de 9 000 euros en cumulant 2 000 euros avec 3 700 euros, ajouté à cela le SEDIF et la Métropole, et que l'on ose critiquer les indemnités du maire. Je suis au moins 30 % en dessous des indemnités que prennent les maires des communes environnantes. Alors lorsque vous direz les choses telles qu'elles doivent être dites, lorsque vous contesterez nos politiques et nos actions, ce qui est normal et démocratique, tout se passera très bien. Mais si vous vous avisez de déformer la vérité et de mentir, vous aurez une réponse ferme.

J'ai, lors du Crito'star, rendu hommage à l'ancien adjoint qui a lancé cet événement sur Choisy-le-Roi. Je sais reconnaître les choses, je sais ce qu'est le travail et je sais également quand on ne travaille pas.

Si vous permettez, nous allons voter cette délibération. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Des votes pour ?

La délibération n° 18 est adoptée à l'unanimité.

19. Modification du tableau des effectifs : création de postes - Service Communication

M. Coelho : Nous parlons dans cette délibération de la création d'un poste d'attaché territorial de Chargé de Création graphique. Les objectifs de cette création sont de stabiliser la compétence au sein du personnel communal. Il s'agit d'un profil d'agent dont l'expertise est rare, voire inexistante chez les fonctionnaires. La délibération permet de recourir à un contrat de 3 ans.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Nous votons. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est donc voté à l'unanimité.

La délibération n° 19 est adoptée à l'unanimité.

20. Modification du tableau des effectifs : création de poste - Directeur(trice) Général(e) des Services Techniques

M. Coelho : Suite au départ de la Directrice générale adjointe chargée de l'Aménagement, du Développement Durable, et de l'Espace Public, l'objectif est de créer les meilleures conditions de son remplacement. La création de l'emploi fonctionnel de DGST permet de mobiliser lors d'un futur recrutement, soit l'emploi de DGA existant, soit l'emploi de DGST.

M. le Maire : Y a-t-il des observations sur cette délibération ?

M. Id Elouali : Oui, j'ai une explication au vote. C'est encore une fois une attente forte des Choisyens. C'est un message que je leur adresse : nous sommes en train de construire les fondations d'un service public opérationnel efficace. Et c'est très important. J'espère qu'ils retiendront que toute cette série de délibérations concernant les Ressources humaines, permettra de rendre un service public de meilleure qualité sur la ville.

M. Habi : J'apporte également une précision. Le poste n'existait pas. Il y a des Directeurs des Services Techniques dans pratiquement toutes les communes de France, sauf à Choisy-le-Roi. Je m'inscris dans ce que disait Monsieur le Maire, il y a un travail de réorganisation, il y a une situation catastrophique qui nous a été laissée. La création de ce poste est une nécessité.

M. le Maire : Compte tenu de la remarque que vous avez faite, c'est bien grâce à la Direction générale que cela continue à tenir debout. Tout seul, je ne peux rien faire. Et c'est bien pour cela que cette réorganisation est menée conjointement et je remercie tous ceux qui n'ont pas baissé les bras dans cette commune. Il y en a eu beaucoup. Je sais également qu'il reste de nombreuses personnes qui sont de grande qualité, et qui permettent la continuation des services. Je tiens à le souligner. Et nous faisons de notre mieux pour accompagner cette continuation.

Cette première délibération fait partie d'une réorganisation future. Il semblerait que le DST soit toujours dans les effectifs, bien qu'il n'ait pas été remplacé. Il est important d'en trouver un de qualité. Nous avons quelques pistes et j'espère que nous allons résoudre ce problème très rapidement.

Monsieur Guillaume vous avez demandé la parole.

M. Guillaume : Je me permets d'apporter une précision pour rester dans la même réflexion de transparence que nous devons au Choisyens.

Comme vous l'avez évoqué, le poste de DST existait effectivement. La personne est partie à la retraite. Le choix avait été fait de maintenir le poste et de faire en sorte que quelqu'un puisse prendre des responsabilités plus importantes. Un poste de Direction Générale Adjointe à l'Aménagement a été créé. C'est une histoire de terme. La personne en charge de ce poste dans

certaines autres mairies s'appelle également Directeur des Services Techniques. La Directrice Générale Adjointe, chargée de l'aménagement, assurait donc cette fonction.

M. le Maire : Le problème est bien là. Malgré les qualités que possédait sans aucun doute la personne, une commune ne peut pas fonctionner sans un Directeur des Services Techniques. L'ancien Directeur des Services Techniques était parti il y a plus de deux ans. Vous avez essayé effectivement toute une réorganisation, et je ne vous jette pas la pierre de l'avoir essayé, mais cela n'a pas marché. Je pense que ce fut une erreur. Nous essayons de réparer cela, nous tentons de nous rapprocher, selon nous, du fonctionnement réel d'une commune. Nous verrons les résultats, vous serez sûrement attentifs, comme l'a dit Madame Benkahla. Nous allons tout faire pour que les résultats soient à la hauteur de ce qu'attendent les Choisyennes et les Choisyennes.

Nous pouvons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Donc, vote à l'unanimité.

La délibération n° 20 est adoptée à l'unanimité.

21. Modification du tableau des effectifs : création de poste - Directeur(trice) du projet de Police Municipale

M. Coelho : La délibération suivante concerne la création d'un poste de Directeur(trice) de police municipale. L'objectif est de constituer une équipe de police municipale renforcée. Cela nécessite un savoir-faire particulier. Ce poste permettra d'attirer les compétences nécessaires pour donner le dynamisme à ce projet, sans oublier les étapes importantes pour une police municipale opérationnelle.

M. le Maire : Je précise que dans notre programme il y a effectivement la création d'une police municipale. Malheureusement, depuis quelques semaines, nous subissons des événements qui poussent à aller de plus en plus vite vers cette création. Je parle des événements tragiques qui sont survenus. Le plus tragique c'est celui qui s'est produit au quartier du Port, avec un enfant défenestré. J'en parle uniquement pour vous donner les nouvelles que l'on m'a précisées tout à l'heure. L'état de l'enfant s'améliore, personne ne peut dire s'il aura des séquelles ou non, mais pour l'instant il serait hors de danger. Nous aurons des nouvelles au fur et à mesure et nous allons suivre particulièrement cette famille. La maman est en effet dans une situation dramatique puisque d'autres problèmes, dont celui du logement, se rajoutent à ce drame.

La police municipale n'est bien entendu pas là pour intervenir dans ce genre d'événements, mais pour d'autres comme le braquage de la pharmacie sur la Dalle, des règlements de compte, des gens alcoolisés qui deviennent de plus en plus violents. Nous allons donc créer ce poste pour une personne experte qui nous accompagnera. Elle nous permettra d'élaborer une charte pour constituer cette police municipale et être certains qu'elle réponde aux besoins des Choisyens et des Choisyennes, sans faire d'erreur à ce sujet. C'est, en effet, une partie importante de notre programme et une très grosse attente des citoyens, je ne peux pas faire deux pas dans la rue sans qu'ils me parlent de cela.

M. Habi : Pour compléter vos propos, je souhaite dire que je suis né à Choisy et je fréquente la ville depuis toujours. Nous n'avons pas d'autre choix que de créer une police municipale tant les incivilités se sont démultipliées. La mairie n'a fait aucune action en matière de sécurité sur le dernier mandat.

Pour donner quelques informations, à ce jour, nous disposons de 2 policiers municipaux, un troisième arrive. Nous avons entre 3 et 5 Agents de Surveillance de la Voie Publique. Ces effectifs sont totalement insuffisants pour la taille de la ville. C'est pour cela qu'avec les services et

l'ensemble de la majorité municipale, nous sommes à pied d'œuvre pour monter le plus rapidement possible une police municipale et répondre à ces incivilités.

M. Id Elouali : Ce constat réjouira les Choisyens qui nous écoutent. Effectivement, il s'agit d'une attente très forte sur l'espace public. Voici comment notre majorité, dès nos premières délibérations, permet de reconnaître les agents, d'avancer sur l'espace public, de renforcer le service public.

Nous la prenons à bras le corps la question de la sécurité, sans détournement, sans imposture, sans hypocrisie. Nous constatons, avec les Choisyens, que les questions de l'espace public souffrent d'incivilités, de dégradations dues à une politique de la culture du déni. La réponse que nous apportons, c'est la création de ce poste. Cela sera suivi, et j'insiste sur ce point, de la présence également de médiateurs, d'un volet préventif extrêmement fort et développé. L'idée, c'est que la question du cadre de vie soit une priorité. Cela commence par la sécurité et la tranquillité publique.

On y répond dès les premières délibérations de notre majorité. C'est très factuel, nous ne sommes plus dans la propagande, mais dans la continuité des engagements que nous avons formulés auprès des Choisyens. Merci Monsieur le Maire.

M. Thiam : J'aimerais revenir sur l'incident qui a eu lieu dans le quartier des Navigateurs. Les quartiers populaires sont aussi en demande de sécurité. Il y a eu un règlement de compte qui a fait deux victimes. La première est Nadir, un jeune travailleur responsable qui n'a jamais été dans aucun conflit. La deuxième est Kevin, un agent de la RATP. Je dis cela avec émotion, car j'ai tout le temps eu l'impression, qu'en termes de sécurité, on ne discute jamais avec les quartiers difficiles. Comme si cela ne les intéressait pas. Mais si, il y a des mamans et des mères de famille qui demandent de la sécurité et de la présence de l'état dans ces quartiers.

Quand des jeunes arrivent armés avec des Kalachnikovs, des armes de guerre, ce n'est plus un règlement de compte, ce ne sont plus des jeunes du quartier des Navigateurs. Ce ne sont plus des histoires de jeunes qui s'affrontent pour une histoire de bonbons. Ici, on a des jeunes qui se battent avec le grand banditisme. Les habitants des quartiers n'ont pas d'armes pour se défendre, ils n'ont que l'état de droit. C'est pourquoi je demande à toutes les personnes de cette assemblée de comprendre cette situation et de prendre des décisions.

M. Id Elouali : Je souscris à votre émotion et je la comprends, à une nuance près. Nous n'excusons aucunement l'État, nous lui rappelons ses responsabilités. Mais, contrairement à certains, nous ne nous dédouanons pas non plus de nos responsabilités, et l'État n'est pas le seul responsable.

Vous soulignez un point sur lequel je suis extrêmement sensible. Aujourd'hui, les questions d'incivilités et de dégradations touchent les couches populaires. Et je n'ai eu de cesse de le répéter : ce sont d'abord les plus vulnérables d'entre nous, qui n'ont d'autres issues que de rester dans leurs quartiers, qui ont le plus besoin de protection. Cette protection doit venir aussi bien de la part de l'État que des pouvoirs publics.

Pour revenir à l'objet de la délibération, celle-ci est notre contribution et la preuve de notre volontarisme pour protéger ces populations. Bien sûr, rien n'excuse l'état de ses responsabilités. Nous saisissons les représentants de l'état, mais nous actons également notre volontarisme dans le domaine de la lutte contre l'insécurité.

M. Guillaume : Je souhaite apporter des précisions. Il y a eu un travail conséquent qui a été fait avec des partenaires, et pas des moindres, comme le préfet du Val-de-Marne, le directeur de la police territoriale, la procureure et les services municipaux. Un protocole d'accord a été signé en Mairie avec ces quatre entités.

Quelle est votre vision et comment allez-vous poursuivre le travail du Conseil de prévention de la délinquance ? Quel lien allez-vous faire entre ce qui a déjà été fait, les deux postes qui sont en cours, ce nouveau poste et le CLSPD ? J'ai en effet vu que, dans les axes de travail préétablis, il y aura une collaboration avec le CLSPD.

Je souhaiterais avoir cette précision. Est-ce que c'est un poste complémentaire avec des missions différentes ou est-ce qu'il se substitue au travail fait préalablement ?

C'est juste une question de compréhension, ne me faites pas de procès d'intention.

M. le Maire : Nous pouvons avoir ce débat courtoisement, tant que nous sommes sur des faits réels et factuels.

M. Guillaume : Je suis bien d'accord avec vous, lorsque vous avez dit tout à l'heure : « n'essayez pas de transformer les faits. »

M. le Maire : En ce qui concerne les faits, nous avons eu hier une réunion avec le Préfet, dans laquelle nous avons abordé ce sujet. Il nous a priés de réveiller le CLSPD qui est à Choisy-le-Roi. Nous ne pouvons pas dire que leurs actions, jusqu'à maintenant, ont brillé. Nous cherchons quelles actions peuvent être menées par rapport à votre protocole. Lorsque cette question a été abordée, nous avons parlé d'un sujet dont le Préfet n'avait pas trace. Il nous a d'ailleurs encouragé à privilégier des réunions en comité restreint avec le CLSPD, afin d'évoquer réellement des actions et non pas de faire des réunions fourre-tout ou plénières, qui servent uniquement à dire que l'on s'est réuni.

M. Guillaume : Vous n'avez pas bien lu le protocole et les différentes actions, parce qu'il y avait une démarche calendaire clairement identifiée.

M. le Maire : Écoutez, pour l'instant, nous n'avons pas vu les actions sur Choisy-le-Roi. À part votre action des patrouilleurs, ce n'est pas par ce genre d'actions que nous entendons la sécurité.

Pour notre équipe, la sécurité fonctionne sur deux jambes. Tout d'abord, il y a le volet prévention, extrêmement important, qui sera mis en place dans les quartiers et partout dans la ville.

Ensuite, pour accompagner ce volet, il faut aussi que force reste à la loi. Par exemple, lorsque je discute avec certains groupes de personnes alcoolisés dans la ville, ils me provoquent, rigolent et me disent : « appelez la police ! » Ils savent que la police a tellement d'autres choses à faire à Choisy-le-Roi, c'est pour cela qu'ils se réunissent ici.

Je souligne que la police a très bien fait son travail. En effet, elle a mis fin à deux gros trafics à la cité Gabriel et à Barbusse, et elle a démantelé un trafic de cigarette avenue Anatole France. Et l'on voit le résultat, c'est bien mieux maintenant. Mais ils ont tellement peu d'effectifs ! Et nous sommes tous d'accord pour dire que l'État s'est désengagé depuis de nombreuses années sur cette responsabilité régalienne. Mais de tout temps, les communes ont une responsabilité également sur cette question de sécurité. Toutes les villes autour de nous se dotent d'une police municipale.

Je reviens maintenant à votre question. Que voulez-vous savoir exactement ? Ce que va faire la police municipale ? Ce que va faire cette personne prochainement engagée ?

M. Guillaume : Il me semble avoir été clair dans ma question. Je veux bien l'exprimer à nouveau...

M. le Maire : Nous allons réunir le CLSPD, avec la participation du Préfet, de la commissaire et de toutes les personnes qui doivent être présentes. Nous allons effectuer très souvent des

réunions afin d'élaborer avec le CLSPD des actions concrètes. Permettez que nous le relançons, puisqu'il a été en sommeil pendant longtemps. Cette personne sera responsable de travailler avec eux pour permettre des réponses et des actions concrètes.

M. Guillaume : Justement, ma question est la suivante : que deviennent les deux personnes en place qui ont en charge le CLSPD, si cette personne vient en plus ?

M. le Maire : À quelles personnes faites-vous allusion ?

M. Guillaume : Je ne suis pas là pour donner des noms.

M. le Maire : Je ne comprends pas ce que vous me demandez. À quelles personnes faites-vous allusion ?

M. Guillaume : Renseignez-vous auprès de votre adjoint chargé du secteur. Ma question est simple. Est-ce que c'est un poste supplémentaire au sein de la DEP ? Et que vont devenir les deux personnes qui travaillent au CLSPD sur le suivi de la mise en œuvre avec les autres partenaires ?

M. le Maire : Voilà, vous avez prononcé un mot, vous avez dit la DEP. Donc vous voulez me parler de ce « machin ».

M. Guillaume : Pour le moment, il y a une Direction de l'Espace Public avec des responsables administratifs. Donc où se situe ce poste dans l'organigramme ? Ma question était simple.

M. le Maire : Non, votre question n'était pas simple. Maintenant que vous avez prononcé le mot magique, la DEP, je peux la comprendre. Je vois à quelle personne vous faites allusion. Avant, vous aviez une question qui en cachait une autre, elle n'était pas claire.

M. Guillaume : Ma question concerne le poste de Mathilde Le Razavet.

M. le Maire : Pour l'instant, nous n'en sommes pas là. Je vous ai expliqué en préalable que nous travaillons à une réorganisation. Cette nouvelle personne est là pour nous accompagner dans cette réorganisation. Les questions que vous évoquez se poseront en temps et en heure, lorsqu'un cahier des charges précis sera établi par cette personne. Cela nous amènera à conserver des pistes, ou pas, et à faire des choix.

M. Habi : Vous parliez des actions thématiques qui découlaient du protocole. Je crois qu'il faut voir la réalité en face : avec deux policiers municipaux pour 48 000 habitants, on peut rédiger tous les protocoles que l'on veut, on ne peut rien mettre en place.

L'important est d'abord de recruter, pour mettre en place de l'humain sur le terrain. C'est cela qui nous permettra de mettre en application les différentes thématiques qui ont découlé du CLSPD.

M. Id Elouali : J'ajoute, Monsieur Guillaume, que lorsque vous parlez du CLSPD, on en ignore la teneur. Combien de fois avons-nous sollicité des rapports, demandé à l'élu en charge de la sécurité ce qui se disait au sein de cette instance, sans obtenir aucune réponse ! Oui, vous faites l'étonné, le surpris. Quoi qu'il en soit, les urnes ont parlé sur le bilan que vous avez concernant la sécurité et l'espace public. Votre gestion opaque a été sanctionnée.

Pour revenir à l'ordre du jour, nous, en deux délibérations, nous répondons factuellement avec des actes.

Mme Juhel : Nous posons une question simple : il y a eu tout un travail avec le CLSPD pour définir des axes en matière de prévention et de recrutement. Nous sommes d'accord avec vous sur le fait que deux policiers municipaux ne suffisaient pas. Nous étions dans une phase de

recrutement, y compris dans notre programme qui parlait d'une augmentation du nombre de policiers. Nous constatons tous le désengagement progressif de l'État et une nécessité pour notre population d'engager plus de policiers municipaux.

Au niveau de la définition du projet et des axes de travail, je pense que nous ne sommes pas sur des positions si différentes. Nous avons juste l'impression que, plutôt que de créer un poste de policier, vous créez un poste pour définir la stratégie. Alors que j'ai l'impression que l'on sait très bien quelle stratégie mettre en place.

Vous avez un projet très ambitieux avec vos 25 policiers municipaux. Nous ne serions pas allés jusque-là, car on pense que la ville n'en a pas les moyens. Si vous arrivez à trouver les moyens, ce sera probablement en supprimant d'autres choses. Faut-il créer un poste d'orientation et de définition de projet ou passer plutôt à des recrutements de gens sur le terrain ? Vous présentez quelque chose comme une avance alors que cela nous semble être une étape déjà faite.

Cependant, vous avez tout à fait le droit de revoir ce qui a été fait. La question simple de Monsieur Guillaume était : est-ce que le poste créé est très différent du poste de la personne qui a été citée ? Ou est-ce que c'était son poste, avec cette personne faisant autre chose ?

M. le Maire : Je reprends une de vos phrases, Madame Juhel. Vous avez dit : « nous savons ce qu'est une police municipale, etc. » Et bien, moi, je ne sais pas ce qu'est une police municipale. Nous savons qu'elle est nécessaire, nous savons que c'est le choix des Choisyens et des Choisyennes. Mais moi et mes adjoints ne savons pas quelle police municipale il faut à Choisy-le-Roi. Nous ne savons pas quel est le dimensionnement nécessaire d'un poste de police municipale.

Il y a des spécialistes, des gens dont c'est le métier. Nous allons donc nous appuyer sur cette personne, qui fera un bilan de cette ville, qui recherchera ce que vous avez fait, éventuellement. Comme l'a dit Monsieur Id Elouali, je n'ai pas vu d'actions. Cela fait 12 ans que je suis conseiller municipal, cela fait 30 ans que je passe régulièrement derrière la Mairie. Vous n'avez même pas été fichu de mettre fin aux alcooliques qui campent sous nos fenêtres et qui, quelques fois, nous défient. Qu'a fait le CLSPD ? Quelles actions ont-ils entreprises pour mettre fin à ce simple constat d'incivilités ? Je ne sais pas.

Donc pour parvenir à mettre fin à ce type d'incivilités et d'autres, plus graves, nous avons besoin de personnes aguerries, de personnes d'expérience. Ce sera le cas de la personne qui prendra ce poste et qui nous donnera des pistes. Ce sera une personne qui a travaillé dans la police et qui nous évitera bien des erreurs que nous commettrions si nous nous occupions de cela, seuls avec les services de la ville.

Maintenant, nous savons pertinemment que ce n'est pas la police municipale qui annihilera toute la violence qu'il y a dans ce pays. Cependant, elle contribuera à sa baisse, elle rassurera les habitants et elle freinera cette spirale intolérable de plus en plus violente, comme l'a évoqué avec émotions Monsieur Mustapha Thiam.

De plus, le ministre de l'Intérieur a fait une visite sur Choisy, sans que je lui demande. Lors de cette visite, je lui ai fait remarquer qu'il serait bon de se pencher sur la situation de Choisy-le-Roi et de renforcer les effectifs. Cela lui a été rappelé récemment par Monsieur le Député et par moi-même.

Le poste de cette personne est créé pour effectuer ce qui n'a pas été fait jusqu'à maintenant. Ou alors, je vous propose pour le prochain Conseil municipal, de m'apporter ces actes. Finalement, nous aurions pu avoir tous, en tant que conseillers municipaux, une présentation sur ce qui avait été fait. Je ne me souviens pas en avoir eu une.

Pour résumer, cette personne nous aidera à faire ce qui n'a jamais été fait dans cette ville.

Nous pouvons passer au vote sur ce poste ? Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ? Et les votes pour ? Très bien, je vous remercie.

La délibération n° 21 est adoptée à la majorité (7 abstentions).

ENFANCE

22. Fixation des tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2021

M. le Maire : Normalement, ce point est plus léger. Je vous laisse la parole, Madame Hache.

Mme Hache : Bonsoir. Les centres de vacances de Penthievre et Morillon sont offerts à la location pour les groupes de particuliers en dehors des temps d'occupation des classes de découvertes et les séjours pendant les vacances scolaires. Les tarifs pour 2021 restent inchangés. Je ne vais pas rentrer dans les détails, ils sont dans le document ci-joint. Ils sont de 50 euros par jour et par personne en pension complète. Il y a un certain nombre de réductions possibles en fonction de différents critères qui sont détaillés sur la fiche donnée.

M. le Maire : Je souhaite ajouter un mot sur ce point. Je peux comprendre la réaction précédente de Monsieur Guillaume au sujet de cette fiche qui circulait sur internet pendant la campagne des élections. Mais je rappelle ce qui a été dit également pendant cette même campagne sur nos intentions. Nous avons écrit, sur notre programme, que nous allions conserver et faire évoluer les centres de vacances. Et pendant toute la campagne, nous avons été accusés sur les réseaux sociaux que nous allions fermer ces centres.

Ces centres font partie des bonnes choses que mes prédécesseurs ont mises en place, nous ferons tout pour les conserver. Nous sommes une des dernières villes à les conserver, car, malheureusement, beaucoup de villes n'arrivent plus à faire face. Je déplore que les familles n'envoient plus leurs enfants en colonie, cela s'est accentué avec la COVID. Il faut donc essayer de trouver des solutions annexes pour rentabiliser ces structures.

Je déplore également le fait que nous n'ayons pas pu faire bénéficier des familles de l'argent qu'il restait, suite aux subventions de la préfecture. Malheureusement, il n'y a pas eu de demandes. Il faudra peut-être que l'on communique plus sur la qualité de ces centres, en expliquant à quel point les enfants sont chouchoutés, que ce soit à Morillon ou à Penthievre, et à quel point l'encadrement et la Direction sont de qualité. Je dirai aussi aux adultes de profiter de ce prix incroyable de 50 euros en pension complète, linge compris. Il faut seulement être un groupe de 25 personnes, et la seule contrainte est d'être deux par chambre. Essayons tous ensemble de faire connaître ces sites.

M. Fondeneige : Je me réjouis de ce que vous venez de rappeler, c'est-à-dire notre attachement à ces centres de vacances. Nous sommes nombreux à avoir été enfants dans cette ville et avoir pu bénéficier de ces centres, que ce soit lors des classes de neige, classe de mer ou colonies. Nous avons à cœur que ces centres puissent continuer à exister, que de plus en plus de Choisyens et Choisyennes puissent en profiter, enfants et adultes. Nous comptons bien garder ces centres et les faire vivre.

M. le Maire : Nous procédons au vote. Des votes contre ? Des abstentions ? Merci.

La délibération n° 22 est adoptée à l'unanimité.

RELATIONS PUBLIQUES – VIE INTERNATIONALE

23. Approbation de la convention, de l'annexe et du règlement intérieur de mise à disposition de la salle verte de l'école élémentaire Marcel Cachin

M. Fondeneige : Par délibération du 28 juin 2017 et délibération du 26 septembre 2018, une convention et des règlements intérieurs ont été approuvés pour les salles suivantes : la Bourse du travail, l'espace Mouloudji, Le Royal, les Navigateurs, la salle Clemenceau, la salle Jean-Baptiste Clément et du quartier du Port. Parmi ces équipements, deux permettaient aux associations d'organiser des cours de danse et de gymnastique dans des espaces parfaitement adaptés, qui étaient au Royal et dans l'espace Mouloudji.

Comme vous le savez, l'espace Mouloudji est devenu un centre social agréé. Il accueille toujours des associations, mais en lien avec le projet global de l'équipement. Au regard des besoins associatifs, il est proposé de mettre à disposition des associations la salle dite Verte de l'école élémentaire Marcel Cachin. C'est une salle de motricité située au sous-sol de l'école. Elle n'est plus utilisée en dehors des horaires scolaires. Cette salle possède une entrée indépendante avec un code d'alarme spécial pour les associations qui permet un accès sans passer par l'école.

Pour pouvoir en bénéficier, comme pour les autres salles, les associations devront être enregistrées auprès de la ville et avoir déposé leurs statuts. Elles devront également remplir une fiche projet qui sera examinée par le service compétent et l'autorisation sera demandée, au service Enfance qui en restera le service référent.

Afin de permettre cette mise à disposition, il convient d'en approuver la convention, l'annexe, et le règlement intérieur qui sera applicable après le 23 septembre 2020, sous réserve des conditions sanitaires en vigueur.

M. le Maire : Y a-t-il des observations ? Oui, Monsieur Id Elouali.

M. Id Elouali : Très rapidement, je souhaite apporter une explication du vote. Cette délibération s'inscrit dans notre volonté d'ouvrir les équipements de l'école à la société civile et de répondre aux besoins des associations. C'est une façon d'optimiser les équipements municipaux de manière à en faire l'objet d'usage multifonctionnel. C'est une première et je pense que l'on travaille également sur d'autres hypothèses, pour rendre les écoles plus ouvertes et opérationnelles. C'est également une façon d'optimiser les deniers publics, le but étant que les besoins des associations et des collectifs puissent avoir une réponse via cette solution.

M. le Maire : Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Non, donc voté à l'unanimité.

La délibération n° 23 est adoptée à l'unanimité.

24. Approbation d'une subvention exceptionnelle accordée à Cités Unies France (CUF) au profit du Liban suite aux explosions ayant touché Beyrouth le 4 août 2020

M. le Maire : Notre collègue Damien étant absent, si vous voulez bien présenter la délibération suivante pour la subvention.

M. Fondeneige : Comme vous le savez, le Liban a été touché le 4 août dernier par une catastrophe industrielle sans précédent. Elle est venue s'ajouter à la crise politique, économique et sociale que le pays traverse déjà depuis des mois. Les deux explosions chimiques dues à un stock d'ammonium sur le port de Beyrouth, l'ont détruit ainsi qu'une grande partie de la ville. De nombreuses infrastructures sont en ruine, notamment des hôpitaux. Selon un bilan provisoire, les explosions auraient produit au moins 190 morts et plus de 500 blessés, dont 120 dans un état critique.

Le centre d'observation de sismologie jordanien révèle que l'énergie libérée par les explosions correspond à un séisme de magnitude 4,5 et qui a été ressenti à plus de 200 km à la ronde. Ainsi, en raison des dégâts, la ville de Beyrouth compte entre 250 000 à 300 000 personnes sans logement. Le montant des dégâts estimés est à l'heure actuelle, de plusieurs milliards de dollars.

Aujourd'hui, la sécurité alimentaire peut être compromise suite à cet accident chimique. Le port de Beyrouth gérait 60 % des importations du Liban, dont 80 % des importations de ses denrées alimentaires. Il comportait notamment des silos à grains d'une capacité de 120 000 tonnes de céréales qui ont été éventrés par l'explosion. Selon l'Organisation des Nations Unies, pour l'alimentation et l'agriculture, il est à craindre de voir, je cite : « à brève échéance, un problème de disponibilité de farine pour le pays. »

Les collectivités françaises ont exprimé le souhait de venir en aide aux populations affectées, soucieuses de soutenir leurs partenaires libanais. En réponse à cet appel à la solidarité et grâce au contact étroit avec le Bureau Technique des Villes Libanaises, Cités Unies France a décidé de lancer un fonds de solidarité pour les collectivités libanaises touchées. À l'image d'autres fonds de solidarité, celui de CUF visera à agir aux côtés de nos partenaires libanais et au service d'une action en aval de l'urgence humanitaire et complémentaire de l'aide internationale de la compétence des États. Le périmètre de cette aide est ciblé de façon à ce qu'elle puisse avoir un effet levier en aidant Beyrouth et les municipalités autour à faire face aux besoins sociaux et humains.

Il est proposé que la ville de Choisy-le-Roi participe à la solidarité des villes françaises avec le Liban, en versant une subvention de 2000 euros au fonds d'urgence pour le Liban ouvert par Cités Unies France.

M. Guillaume : Évidemment, nous voterons des deux mains cette attribution de subvention exceptionnelle. Cela s'inscrit dans la démarche historique et d'apport d'urgence lorsque des situations comme celle vécue au Liban apparaissent. Il y a eu également des appels à solidarité émanant de différents organismes, à la fois le Secours Catholique International, le Secours Populaire, la Croix Rouge ainsi que le ministère des Affaires étrangères à travers l'AFD. Le choix de CUF est un autre choix parmi l'ensemble des organismes, mais je crois que c'est un choix qui est judicieux, car la ville y est, je crois, toujours adhérente. Le CUF est un organisme qui rassemble les collectivités locales qui agissent dans différents pays du monde. Elle a notamment des groupes et des commissions de fonction suivant les différents pays et régions du monde. Je pense que passer par le CUF permet d'avoir une garantie, c'est toujours une question essentielle lorsqu'il s'agit de l'international, pour savoir où vont les fonds. C'était simplement une explication de vote.

M. le Maire : Vous avez bien expliqué le choix de passer par Cités Unies France. D'autres observations ? Nous passons au vote. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Non, c'est donc voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 24 est adoptée à l'unanimité.

BATIMENT

25. Présentation du rapport d'activité du Syndicat intercommunal de chauffage urbain de Choisy-Vitry (SICUCV)

M. Druart : Il est demandé sur ce point, de prendre acte du document, le rapport annuel d'activité 2018 du Syndicat intercommunal de chauffage urbain de Choisy-Vitry, dit le SICUCV. Vous l'avez tous reçu. Je laisse le soin à El Arbi Chirrane de faire une synthèse de ce document.

M. Chirrane : Ce rapport aurait déjà dû être présenté fin 2019, pour les raisons que vous connaissez, cela a été reporté. Conformément à l'article L5211-32 du CGCT, le SICUCV a transmis aux communes adhérentes, la ville de Choisy et la ville de Vitry, ce rapport d'activités que je vous invite à approuver.

En résumé, il y a 5 points importants. Le SICUCV représente 66 % de logements distribués en eau chaude sanitaire et chauffage urbain, soit 17 % de bâtiments d'enseignement, en règle générale, sur les deux communes, ce qui représente 13 bâtiments communaux pour la ville de Choisy-le-Roi. Le mix énergétique tend à réduire la présence de chaleur produite à partir d'énergies fossiles et augmenter la part d'énergies renouvelables et de récupération.

On constate, sur 2018, une légère baisse des ENR, dues notamment à la chaleur fournie par le CPCU, Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain, un des acteurs principaux de ce syndicat. En effet, la chaleur issue de l'incinération des déchets du SITCOM a été légèrement inférieure.

On observe 3 incidents mineurs sur l'état du réseau, sans incidence lourde pour les usagers, ce qui révèle que le réseau est bien entretenu et bien contrôlé.

Le prix de vente de la chaleur a légèrement augmenté par rapport à l'exercice précédent, expliqué par l'évolution des indices d'indexation. Je ne rentre pas dans le détail.

Nous avons deux DSP, Choisy-Vitry Energie et Choisy-Vitry Distribution, lesquelles sont en réflexion. En effet, ces deux DSP se terminent en 2025, et un certain nombre de chantiers seront ouverts prochainement. Le SICUCV s'installe dans sa nouvelle configuration à la fin de cette semaine et il sera important pour nous de vous faire part, ultérieurement, des positionnements de la ville sur les projets à venir. Je vous remercie.

M. le Maire : Merci. Il n'y a donc pas de vote sur ce point, car il s'agit d'une présentation.

Il est pris acte du rapport d'activité.

URBANISME

26. Avis à l'approbation du compte rendu annuel de la SADEV94 à la collectivité locale (CRACL) de la ZAC du Port pour l'année 2019

M. Id Elouali : il s'agit d'approuver par un vote le compte rendu annuel à la collectivité locale (CRACL) de la ZAC du Port pour l'année 2019.

Un CRACL est un document qui présente des bilans des dépenses financières, qui restitue les opérations et présente les perspectives d'une opération d'aménagement. C'est un avis d'approbation que la ville doit soumettre à l'EPT, car c'est lui qui a autorité sur les ZAC.

Le rapport était présenté en annexe. Les principaux faits sur l'année 2019 ont été d'une part la poursuite de la concertation sur le projet Seine Bien-être, d'autre part les différentes commissions organisées par le Port de Paris, et enfin certaines discussions avec la RATP.

M. le Maire : Des remarques sur cette délibération ? Non, donc y a-t-il des votes contre, des abstentions ? Merci, c'est donc voté à l'unanimité.

La délibération n° 26 est adoptée à l'unanimité.

27. Avis à l'approbation du compte rendu annuel de la SADEV94 à la collectivité locale (CRACL) de la ZAC des Hautes Bornes pour l'année 2019.

M. le Maire : Donc c'est la même chose pour la ZAC des Hautes Bornes

M. Id Elouali : Oui, il s'agit de nouveau d'un CRACL, c'est-à-dire d'un compte rendu que l'aménageur doit transmettre à la collectivité.

Il y a quelques perspectives à remarquer pour 2020, notamment la construction du gymnase Alice Milliat qui se poursuit. Monsieur le Maire a souhaité faire préciser dans la délibération qu'une discussion est en cours avec la SADEV. Cette discussion concerne la participation de la commune, à hauteur de 250 000 euros pour les surcoûts des travaux du gymnase.

Je vous informe également du démarrage des travaux du lot 2 pour une résidence seniors, ainsi que l'enfouissement des lignes à haute tension, ce qui est une bonne chose pour les habitants. Et enfin, il y a deux dispositifs de concertation. Un qui se passe en réunion de quartier, un autre en lien avec les riverains qui avaient fait un retour sur le permis de construire du lot 6. Voilà pour les faits marquants concernant ce CRACL.

M. le Maire : Pour préciser, c'est la ZAC des Hautes Bornes qui arrive à son terme avec la livraison du gymnase, qui a connu bien des vicissitudes. Il sera livré d'ici peu, ce qui apportera de l'oxygène aux associations sportives, aux lycées et collèges. Cela remettra peut-être en cause l'adhésion que nous avons avec le gymnase de Thiais que nous partageons. Il nous est facturé excessivement cher, cela sera une question à revoir bientôt.

Des remarques ? Monsieur Guillaume, je vous passe la parole.

M. Guillaume : Oui, une remarque concernant la ZAC des Hautes Bornes. Elle ne va pas se clôturer avec la fin de la construction du gymnase comme vous le signalez. Ce serait trop simple. Il y a encore des projets à mener, cela a été mentionné, comme notamment la construction en cours de la résidence seniors. Il y a également une partie importante qui entre dans le cadre du renouvellement urbain, où il est question de relogement à proximité de la ZAC des Hautes Bornes. Cela devra être travaillé avec vos services, Monsieur le Maire, ainsi que Val Office Habitat et la SADEV.

M. le Maire : C'est acté. Passons au vote. Des votes contre ? Des abstentions ? Donc voté à l'unanimité.

La délibération n° 27 est adoptée à l'unanimité.

DEVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETE

28. Avenant à la convention locale cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dans les quartiers prioritaires politique de la ville couverts par le contrat de ville Seine-amont

Mme Fontaine : Bonsoir à tous. La signature d'une convention d'utilité sociale avait été ouverte jusqu'en 2015 aux organismes de logements sociaux à un abattement de 30 % sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les zones urbaines sensibles.

À partir de 2016, cela ne concerne plus que les logements dont le propriétaire est signataire d'un contrat de ville et qui s'engage, en contrepartie de cet abattement, à mettre en œuvre des actions.

Ces actions doivent viser au renforcement de la qualité de service rendu aux locataires. Seuls les territoires prioritaires sont concernés. Il s'agit pour Choisy-le-Roi du quartier de Choisy-Sud.

Le cadre national prévoit la signature d'une convention par bailleur et par quartier, en raison du nombre important de quartiers et de bailleurs. Il a été proposé dans le Val-de-Marne de procéder à une contractualisation à l'échelle du contrat de ville, avec l'ensemble des bailleurs disposant du patrimoine sur les quartiers en politique de la ville. Cette convention a précisé les modalités d'élaboration et de réalisation des programmes d'actions, ainsi que les priorités d'intervention.

Les principaux axes d'interventions du programme sur lesquels s'engagent les bailleurs concernent : le renforcement de la présence du personnel de proximité, sa formation, le sur-entretien, la gestion des déchets, encombrants, et épaves, la tranquillité publique, la concertation des locataires, et enfin les actions d'animations et de lien social.

En application de la loi de finances 2019, la prorogation des contrats de ville entraîne celle de la géographie prioritaire et des mesures fiscales associées. Il s'agit notamment de l'abattement de 30 % de la TFPB des logements locatifs sociaux appartenant à des organismes HLM ou Sem.

Afin d'acter cette prorogation, un avenant à la convention est nécessaire. C'est l'objet de cette présente délibération. Au vu de ces éléments, il est demandé au Conseil municipal d'approuver cet avenant à la convention et d'autoriser Monsieur le Maire à le signer.

M. le Maire : Y a-t-il des questions ? Non, je n'en vois pas. Donc est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ? Donc voté à l'unanimité.

La délibération n° 28 est adoptée à l'unanimité.

SPORTS

29. Avenant à la convention passée avec l'association TCM 91-CMOM team Cycliste pour l'organisation du Critérium cycliste du 21 septembre 2020

M. Marques : Bonsoir. Lundi soir, la troisième édition du Crito'star a eu lieu, avec une formule renouvelée et une course féminine professionnelle. Grâce à un travail remarquable de l'organisateur, mais également des services de la ville, les services des sports, des bâtiments, la communication et les relations publiques, cette édition a été une réussite. De nombreux élus étaient présents, ce qui témoigne de tout l'intérêt de notre équipe pour cet événement. Cette manifestation s'inscrit dans notre politique sportive et met en valeur une association de la ville, le Team 94 Cycling qui est installé depuis quelques mois dans les locaux à côté du pont.

Cette opération a un budget de 70 000 euros. Elle nécessitait une aide supplémentaire de la part de la commune en raison des difficultés financières dues à la COVID, et des difficultés à trouver des partenaires au cours des dernières semaines de préparation. C'est pourquoi nous proposons de porter la subvention à 10 000 euros pour cette opération.

M. le Maire : Je voudrais préciser que nous tenions à maintenir cet événement malgré la crise COVID et les risques d'annulation que nous avons craints jusqu'au dernier moment. En effet, si cette manifestation ne se maintenait pas cette année, elle risquait de s'arrêter définitivement. Et je sais reconnaître que cela fait partie des bonnes choses que vous avez faites, Monsieur Guillaume.

Nous avons porté cette subvention de 6 000 à 10 000 euros, avec en plus tous les services de la ville que nous mettons à disposition, comme vous l'aviez fait également, Monsieur Guillaume.

Cependant, le montage de la précédente subvention n'était pas clair du tout, avec notamment une histoire de prêt des appareils de sonorisation.

Malgré cette subvention, des sponsors ont manqué et la mairie a été relancée plusieurs fois. Je remercie Monsieur Marques qui a cherché deux sponsors. Moi-même, j'ai pu en trouver deux autres supplémentaires, ce qui a permis d'obtenir le budget nécessaire.

Je remercie aussi Monsieur Patrice Diguët, ex-adjoint, qui a continué à participer à l'organisation de ce Crito'star. Cela prouve que les choses peuvent se faire en parfaite collaboration et intelligence dans l'intérêt général.

J'en profite également pour dire que nous trouvons une situation avec des montages difficiles à comprendre et à dénouer. C'est une réalité. Cependant, que mes propos ne soient pas mal interprétés, je rends hommage aux services qui fonctionnent très bien, grâce à des personnes fortement impliquées. Je suis très heureux que le Crito'star ait pu se dérouler. Merci au service qui a pu mettre en place cet événement, notamment à Cédric Allary, responsable de toute cette infrastructure. Je rends d'autant plus hommage à tous les services de la ville qui continuent de fonctionner. Cela prouve qu'il y a des agents de la ville de qualité et une direction de qualité dans cette ville.

Je ne vous le cache pas, nous allons avoir des discussions difficiles avec certains syndicats pour expliquer certains montages. Je n'ai pas été formé à la fonction territoriale, mais il va falloir que je démêle tout ça.

Rendons hommage à cette belle journée, j'espère que, l'année prochaine, il y aura plus de monde pour célébrer cette manifestation. C'était une très bonne idée d'avoir organisé cela.

M. Fondeneige : Ce n'est pas au sujet du Crito'star, mais puisque vous parlez de l'efficacité des services, je souhaitais les féliciter par rapport à l'organisation du forum des associations. Ils ont fait un excellent travail au niveau du forum des sports de samedi, et du forum pour les associations non sportives de dimanche. Il faut également souligner que Monsieur Allary et son équipe ont démonté le matériel jusqu'à 3 heures du matin, nous les en remercions.

M. le Maire : Vous faites bien de le rappeler. Nous avons effectivement maintenu le forum des sports et le forum des associations, alors que les autres villes annulaient leurs événements. Il y a eu des efforts importants faits par les équipes sur plusieurs week-ends de suite, avec l'aide de la Direction.

C'est aussi pour cela que nous avons pu tenir ce Conseil municipal dans la salle habituelle. Les règles et les consignes données ont été respectées pour que ce Conseil se passe en toute légalité, avec le quorum qui nous est permis de faire. J'ai cru comprendre que des annonces devaient être faites ce soir par le gouvernement, pour durcir encore les manifestations en intérieur, au risque de restreindre les normes. J'espère que cela ne va pas nous obliger à faire le prochain Conseil en visioconférence.

M. Chirrane : Effectivement, pour information, le nombre de personnes autorisées lors des rassemblements a été réduit à 1000, sous réserve que le protocole sanitaire soit respecté. Et une interdiction de rassemblement de plus de 10 personnes a été mise en place dans l'espace public. Il y a aussi des éléments d'informations intéressants sur la fermeture anticipée des bars, dès le lundi à 22 heures. Cela s'applique sur une liste de villes dont Paris et la Petite couronne.

M. le Maire : Le Préfet nous a annoncé hier également que le gouvernement réfléchissait éventuellement à interdire toute vente d'alcool après 21 heures. Je ne sais pas si cela fait partie du socle des nouvelles mesures. Ce serait plutôt une bonne nouvelle. Mais nous examinerons cela plus tard. Nous allons revenir aux délibérations.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions. C'est donc voté à l'unanimité, je vous en remercie.

La délibération n° 29 est adoptée à l'unanimité.

DEVELOPPEMENT DURABLE – MOBILITES

30. Approbation de l'avenant n° 11 avec la RATP pour la convention d'exploitation du service urbain « Choisy bus »

M. Bolle-Dalliah: Mes chers collègues, Monsieur le Maire, bonsoir. Comme vous le savez, notre ville est dotée d'un réseau de transport en commun fort, et c'est une véritable richesse. L'une des lignes des plus connues par les Choisyens est la ligne 582, appelée le Choisy Bus. Cette ligne est conventionnée par la ville de Choisy-le-Roi avec la RATP, pour son exploitation. Cette convention a été signée le 26 avril 1990, et depuis cette date, 10 avenants ont été mis en place.

Le dernier date du 5 octobre 2015 et courrait sur une période maximale allant jusqu'au 5 octobre 2020. L'état actuel de la crise sanitaire et les retards que cela a engendré sur le développement du tramway n'a pas permis à la ville de rentrer dans la négociation sur le devenir de cette ligne. Il a donc été convenu de prolonger dans l'état actuel l'avenant n° 10 par un avenant n° 11, dans les mêmes conditions. Cela permettra de pouvoir mener à bien notre réflexion avec la RATP et de revenir avec de nouvelles modalités, suite au développement du tramway et de la réflexion nécessaire des différentes lignes de bus.

Le Conseil municipal se propose d'approuver cet avenant n° 11. Je vous en remercie.

M. le Maire : Y a-t-il des observations concernant cet avenant ? Nous allons donc le proroger en attendant de faire une étude plus approfondie et une réflexion sur les modifications ou la pérennité de ce service.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? C'est donc voté à l'unanimité.

La délibération n° 30 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GENERALE

31. Modification des désignations d'adjoints de quartier

M. le Maire : Nous devons ici procéder à une simple rectification. Seize adjoints dont quatre adjoints de quartier ont été élus par délibération du Conseil municipal en date du 4 juillet 2020. Suite à l'investiture de la nouvelle équipe municipale, il a été procédé à des ajustements. C'est dans ce cadre qu'il est proposé au Conseil municipal la modification suivante au sein des adjoints de quartier.

Monsieur Fondeneige Matthias, 11e adjoint au maire, remplace Madame Gaulier Danièle, 14e adjointe, dans ses fonctions d'adjointe de quartier. C'est ce qui avait été établi depuis le début, mais c'est juste une erreur malencontreuse.

Les adjoints de quartier sont également modifiés comme ci-après : Monsieur Druart Frédéric, 5e adjoint de quartier Choisy Nord, Monsieur Fondeneige Matthias, adjoint de quartier Gondole Nord, Monsieur Sayadi Walid, 13e adjoint, adjoint de quartier Choisy Sud et Madame Sasu Hancès, 16e adjointe de quartier Gondole Sud. De plus Madame Gaulier Danièle, 14e adjointe

au Maire est en charge du développement économique des commerces et de la protection animale.

Y a-t-il des observations sur cette délibération. Aucune, très bien. Qui vote contre ? Des abstentions ? Pour ?

La délibération n° 31 est adoptée à la majorité (8 abstentions).

32. Modalités d'attribution des véhicules de fonction et de service — règlement d'utilisation des véhicules.

M. le Maire : La commune possède un parc de véhicules qu'elle met à disposition de certains agents dans le cadre de leur mission et dans le respect de conditions réglementaires précises. Il convient de distinguer les véhicules de fonction et les véhicules de service.

Tout d'abord, en ce qui concerne les véhicules de fonction. La loi n° 90-167 du 28 novembre 1990 modifiée relative à la fonction publique territoriale, et notamment son article 21, autorise l'attribution d'un véhicule de fonction par nécessité absolue de service aux personnes occupant notamment la fonction de Directeur ou Directrice générale d'une commune de plus de 5000 habitants. Cette mise à disposition fait l'objet d'une déclaration d'avantages en nature, évalués sur la base d'un forfait établi conformément au texte, et est fiscalisée.

Ensuite, en ce qui concerne les véhicules de service, ils sont mis à disposition uniquement dans le cadre de l'exécution du service. Cette catégorie de véhicules recouvre deux situations différentes. L'une avec remisage à domicile lorsque les nécessités du service public justifient l'usage d'un véhicule à l'occasion de déplacement en urgence ou en dehors des heures de service. Les autorisations de remisage seront délivrées par l'autorité hiérarchique sous certaines conditions définies dans le règlement d'utilisation des véhicules communaux. Sans remisage à domicile, les utilisateurs sont appelés à se servir des véhicules dans un cadre uniquement professionnel à déposer chaque soir et prendre chaque matin ledit véhicule dans un parking déterminé par la commune.

L'utilisation de ces véhicules se fait dans le respect du règlement concernant les conditions d'utilisation des véhicules municipaux de la ville de Choisy-le-Roi qui définit et précise les règles d'utilisation des véhicules municipaux et qui accompagnent la précédente délibération.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'attribution de véhicules communaux selon les conditions définies ci-dessous et le règlement d'utilisation des véhicules municipaux.

Véhicule de fonction pour le(la) Directeur(trice) général(e) des services : il s'agit de véhicules de service dont le remisage peut être autorisé à domicile de façon permanente en dehors des périodes de congés. Ils sont destinés pour les emplois suivants : Directeur(trice) de cabinet, chef(fe) de cabinet, Directeur(trice) général(e) adjoint(e), Directeur(trice) du développement social et de la culture, Responsable de service ou cadre susceptible d'intervenir en situation d'urgence lié à l'exercice de leurs missions. En outre, le remisage à domicile pourra être autorisé à titre exceptionnel et expressément en dehors des horaires de travail par l'autorité hiérarchique pour des emplois non listés ci-dessus lorsque les nécessités de service le justifient, dont notamment cadres ou agents intervenant en astreinte selon un calendrier préétabli.

Véhicules mutualisés pool : les agents amenés à utiliser ponctuellement un véhicule de la ville pour des raisons de service peuvent prendre possession d'un véhicule pool afin d'effectuer leurs

missions. Le remisage à domicile pourra être autorisé par l'autorité hiérarchique à titre exceptionnel, pour les nécessités de service.

Vous avez les conditions, vous en avez pris connaissance. Y a-t-il des observations sur les conditions de ce règlement ? Monsieur Guillaume, vous avez une observation.

M. Guillaume : Oui, c'est une explication de vote. Nous allons nous abstenir sur cette délibération. En effet, nous sommes tout à fait favorables à l'attribution des véhicules de fonction de la Direction générale. Par contre, nous préférons nous abstenir en ce qui concerne les véhicules pour les deux membres du cabinet : chef de cabinet et directeur de cabinet.

M. le Maire : Très bien. C'est le geste qui est fait dans toutes les villes. Mais, je comprends, vous pouvez vous abstenir.

Pour ma part, je déplore qu'un véhicule de notre ville, bien équipé, ait brûlé il y a 15 jours ou 3 semaines.

Nous procédons au vote. Des votes contre ? Abstentions ? Pour ? Merci.

La délibération n° 32 est adoptée à la majorité (7 abstentions).

33. Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

M. le Maire : Nous sommes très embêtés, car pour ce point, nous avons deux champions du monde, Monsieur Bernard Bismuth que nous pouvons saluer. Il a été relayé par Monsieur Jean-Marc Briennon, que nous saluons également. Il va donc falloir vous contenter de les lire et de remonter des observations s'il y en a.

M. Guillaume : Je vous rassure je ne vais pas me substituer aux deux personnes que vous avez nommées. Nous avons pris connaissance de l'ensemble des décisions, il y en a un certain nombre d'ailleurs dont on se félicite.

M. le Maire : Je vous remercie, c'était bien de rester jusqu'à la fin, cela commence à devenir constructif.

M. Guillaume : Ce sont tout simplement des choses que nous avons engagées précédemment.

M. le Maire : Oui, c'est bien, vous êtes cohérent. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions, des votes pour ? Très bien.

Le Conseil municipal prend acte du Compte-rendu des décisions.

Questions diverses

M. le Maire : Maintenant, je vais faire plaisir à Monsieur Essone Mengue. Nous passons aux questions diverses, vous vouliez nous informer d'un fait dans les questions diverses.

M. Essone Mengue : Vous l'avez dit au début de cette réunion, nous vivons une situation sanitaire particulière. Aujourd'hui, on peut observer sur le marché la vente de masques. Ma question est simple, est-ce que ce sont des masques homologués, sachant qu'ils restent toute la journée au soleil ?

De plus, l'équipe sortante avait passé une deuxième commande de 45 000 masques. Qu'en est-il ? Va-t-il y avoir une deuxième distribution ?

Et pour finir, je voudrais vous faire part ce soir de mon inconfort. Inconfort au regard du niveau de certains débats à un moment donné, inconfort au regard de ceux qui nous ont écoutés ce soir. Je ne pense pas en effet que c'est à ce niveau-là qu'ils nous attendent. J'ai trouvé les débats très bas, avec des attaques personnelles. Ce n'est pas cela qui nous rassemble. Il y a des choses qui se sont dites, par un sortant de la majorité, qui aurait dû faire ce qu'il est en train de dire aujourd'hui. Je trouve cela désolant et petit.

M. le Maire : Le plus désolant, c'est quand même l'ex maire qui a traité un adjoint de con, en pleine séance et face aux Choisyens et Choisyennes.

Pour répondre à vos questions, je ne contrôle pas les marchands qui sont sur le marché. Il y a des organismes de contrôle comme les douanes. Ce que je peux demander c'est qu'un contrôle soit effectué sur la qualité des masques vendus. De nombreux Choisyens et Choisyennes sont contents de trouver des masques à bas prix. J'ai entendu 3 euros les 50 masques. Si ces masques permettent de se protéger, beaucoup sont ravis de les trouver.

Quant à la deuxième question, il y aura une distribution de masque dans les boîtes aux lettres, à la fin de la semaine et avec possibilité pour les personnes qui n'en auraient pas eu, ou avec un besoin supplémentaire, ils peuvent se présenter à la Mairie ou dans les centres sociaux pour en recevoir d'autres. Tout cela sera expliqué avec une lettre jointe aux masques.

Je vous remercie, bonne soirée et au prochain Conseil.

La séance est levée à 23 h 34.